

Une évolution d'une pauvreté créative affligeante absolue.

Suite du texte « une explication globale et synthétique de la période « Covid » du 12 décembre 2021 (<http://aredam.net/periode-covid-explication.pdf>). Sommaire du présent texte :

- 1 La technologie du « vaccin » à ARN est le nouveau Lysenkisme (de Trofim Lysenko, le pseudo scientifique adulé par Staline).
- 2 Le « Reset » ou le quitte ou double de la caste du pouvoir occidentale ; une question de vie ou de mort, le programme miracle « Phoenix ».
- 3 Les rôles de la Russie et de la Chine dans l'accélération de la dislocation de l'Occident, et le blocage d'un retour en arrière.

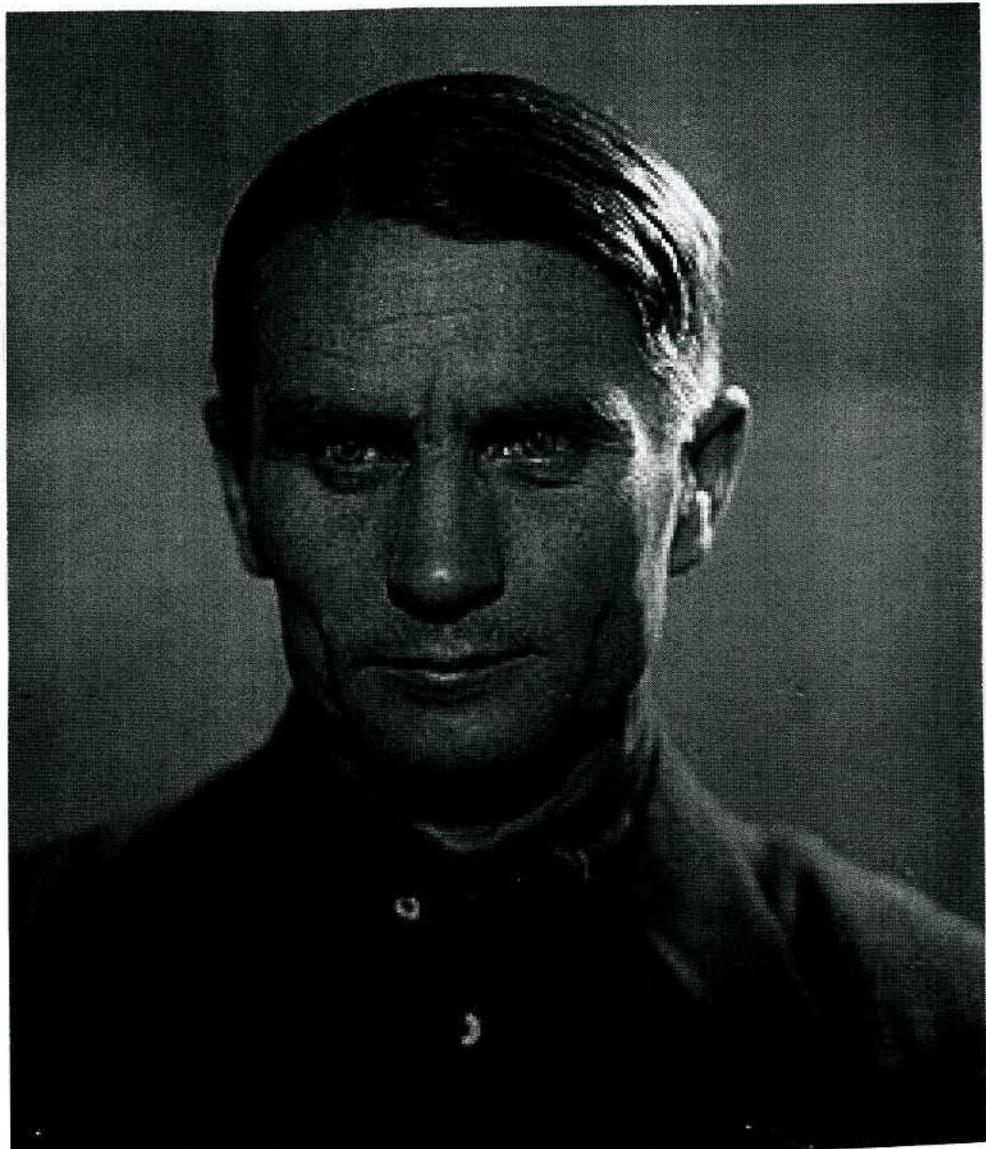
[http://aredam.net/periode-covid-
evolution-vers-sterilite-creativite-totale.pdf](http://aredam.net/periode-covid-evolution-vers-sterilite-creativite-totale.pdf)

2

Annexe :

- Photographies des envois du SIDEP sur télé-
-phone portable à l'auteur (SIDEP: organe
étatique de Gestion des « passes » sanitaires).
- Scan du n° 5 de Faits et Documents, apportant
une vue sur l'état mental de total
enfermement de la caste du pouvoir
occidentale dans un processus univoque et
mécanique d'absorption de tout ce qui
existe, et parallèlement de rejet de tout
ce qui vit et donc de la créativité, aboutis-
-sant à l'exclusion de la vraie science, et
au lyssenkisme actuel, le « vaccin » à ARN.

— Page Wikipedia (organes de la série
Facebook, Google, Twitter) des services secrets
israélo-US, sur Trofim Lyssenko.



Extrait :
« ... le terme « lyssenkisme »
désigne par extension
une science corrompue
par l'idéologie, où
les faits sont dissimulés
ou interprétés de manière
scientifique erronée. »

1898 - 1976

— Lien internet vers la science médicale
non-lyssenhiste :

4

<https://medecine-integree.com/lisotherapie/>
(l'isothérapie ou auto-nosodes)



— Accueil

Faculté Francophone De Médecine Intégrée



Indian Journal of Research in Homoeopathy

Official Publication of Central Council for Research in Homoeopathy

IJRH

Click here to view optimize

◀ Previous Article ToC Next Article ▶

ORIGINAL ARTICLE

Year : 2021 | Volume : 15 | Issue : 2 | Page : 123-136

A group of homoeopathic medicines for COVID-19: A systematic review of clinical features

Horacio Miguel De La Luz Escalante¹, Nazmul Hasan², Adriana Gonzalez Delgado³, Salvador Gonzalez Soto⁴, Jessica Maria

Search

GO

Similar in PUBMED

Search Pubmed for

- Escalante HM
- Hasan N
- Delgado AG
- Soto SG
- Vivas JM

Traduction en page suivante 4-2

<https://www.ijrh.org/article.asp?issn=0974-7168;year=2021;volume=15;issue=2;spage=123;epage=136;aulast=Escalante>

Article publié par l'Indian Journal of Research in Homeopathy [Publication officielle du Central Council of Research in Homeopathy, Ayush Ministry] sur un groupe de médicaments homéopathiques pour COVID-2019 : avec une revue systématique des caractéristiques cliniques :

° Un groupe d'experts du ministère de l'AYUSH, le ministère indien de la médecine alternative, a recommandé le médicament homéopathique arsenic album 30C pour la protection contre l'infection à coronavirus.

° Étude de plusieurs médicaments homéopathiques comme médicaments potentiels pour COVID-2019, avec en tête Arsenic Album (94,59%) et Bryonia alba (91,89%).

Conclusion : Compte tenu des manifestations cliniques actuelles, il s'agit d'une étude pionnière relative à la recherche d'une liste plausible de médicaments homéopathiques qui pourraient aider la profession dans le traitement ainsi que pour sélectionner une prophylaxie de la maladie COVID-19.

° Nous avons constaté que Bryonia alba, Arsenic album, Phosphore, Soufre, Pulsatilla nigre, Lycopodium clavatum, Aconitum napellus, Nux vomica, Belladonna, Calcarea carbonica, etc. sont prioritaires dans la liste des médicaments les plus indiqués pour le COVID-19. Le choix du médicament homéopathique individualisé est basé sur les manifestations cliniques et les caractéristiques individuelles du patient, y compris les symptômes mentaux.

1 Il faut le dire simplement, clairement et directement, la science dans tous les domaines agonise en Occident, et elle est même déjà morte dans le domaine médical. 5

Il existe un épisode historique équivalent mais limité à l'agriculture, c'est la période sous Staline du pseudo scientifique Trofim Lyssenko. Cette mort de la science

médicale se manifeste par les
productions de l'industrie pharma-
-centique, qui ne sont que compara-
-bles aux remèdes de sorciers des
époques obscures du moyen-âge ou
à la recherche des alchimistes de
la pierre philosophale, de l'élixir
de longue vie, de la capacité à
changer le plomb en or...

Comme sous le protégé de Staline,⁷
tous les scientifiques intègres et
courageux qui s'opposent à l'instau-
-ration de la non-science sont
pourchassés, et les remèdes efficaces
sont interdits, et cela quelles que
soient les conséquences. Les conséquen-
-ces, la mort, l'invalidité définitive,
la débilitation devenant générale

8
de la population du bloc occiden-
-tal sont démiées, et le resteront
jusqu'au bout, grâce à l'emprise
absolue de l'appareil d'imprégnation
mentale sur la masse, pour qui
le réel est devenu le virtuel, soit
en langage re-réalité, le faux;
(la réalité virtuelle, ou augmentée
n'étant que l'imposture mensongère).

2 Il faut aussi aller au fond du problème, et dire que ce qui se passe et qui ne concerne malgré l'apparence globale que l'Occident, est l'arrivée au terme de sa course, de la caste Occidentale du pouvoir, vieille de plusieurs siècles, et pour la partie aristocratique même d'un millier d'années, victime de son enfermement, de son appauvrissement, de sa

10

rupture avec le mouvement incessant
qu'est la vie. Il s'agit d'une
période d'atrophie dont l'aboutis-
-sissement est l'enkystement de plus
en plus rigide et absolu, conduisant
à la perte de tout moyen de
défense vis à vis des blocs beaucoup
plus jeunes et pleins de vitalité,
russe (à peine 1 siècle) et chinois
(3/4 de siècle) [Nota: et pour les juifs environ 2500 ans]

On peut voir le plan « Grand
Reset », comme le plan ultime
mis en place pour tenter à la
Caste du pouvoir occidentale d'assurer
sa survie.

Mais ce plan, dépourvu de concepteurs
de génie (un Attali est une sorte
de Trofim Lyssenko de l'idéologie
prospectiviste, tout comme un Klaus
Schwab), voire simplement

12
pragmatiques et réalistes, et de
plus servi par des pseudo équipes
scientifiques oeuvrant dans le
médical et l'élaboration du
produit calamiteuse du « vaccin » à
ARN, et de la fabrication du virus
OGN covid, disséminé à partir de la
chine, précipite l'effondrement de
cette caste par l'affaiblissement de
sa propre population et les

dys-fonctionnements qui ne peuvent que se généraliser dans toutes les activités sociales de l'Occident, dont celles vitales stratégiquement.

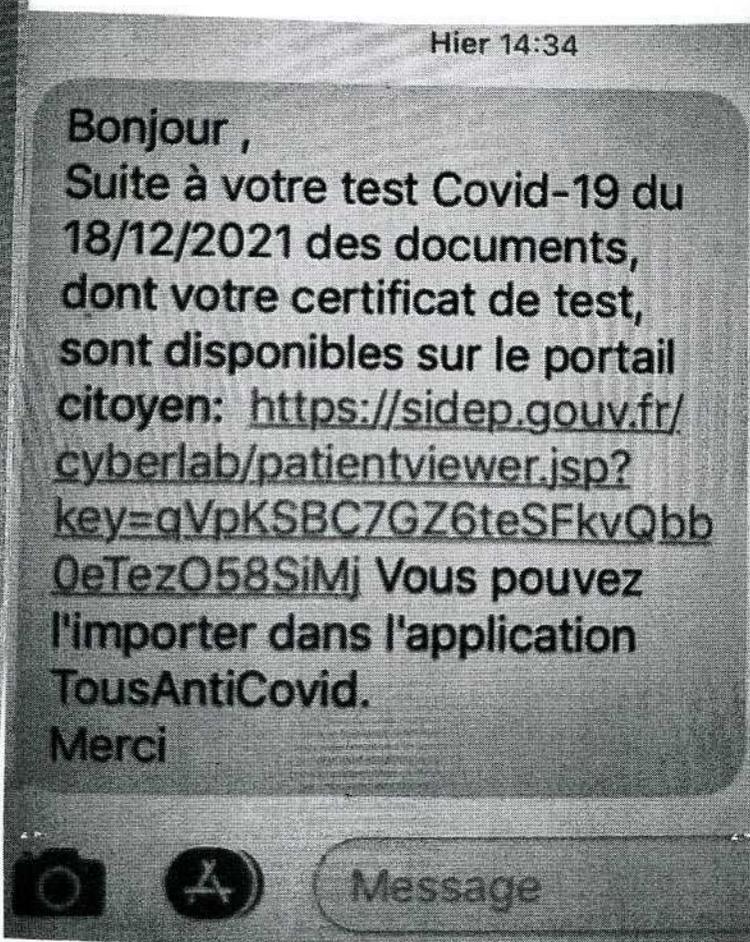
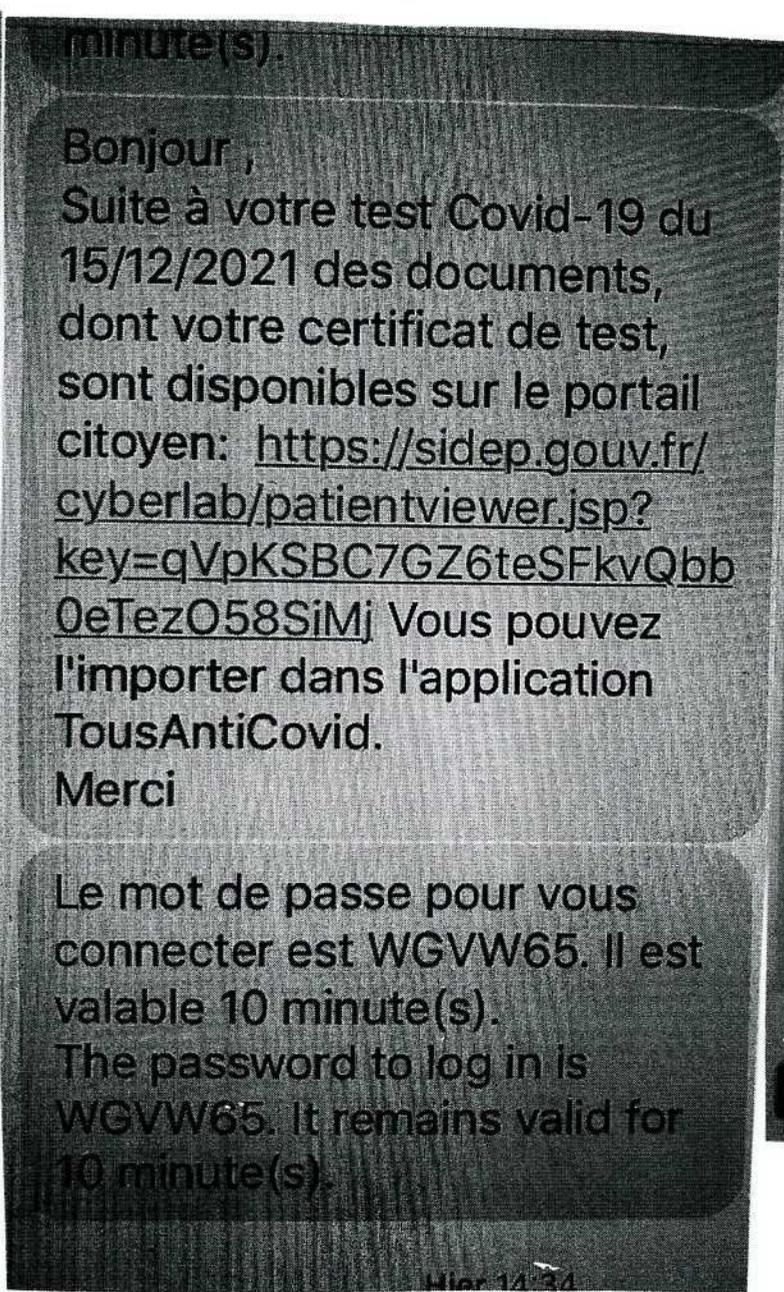
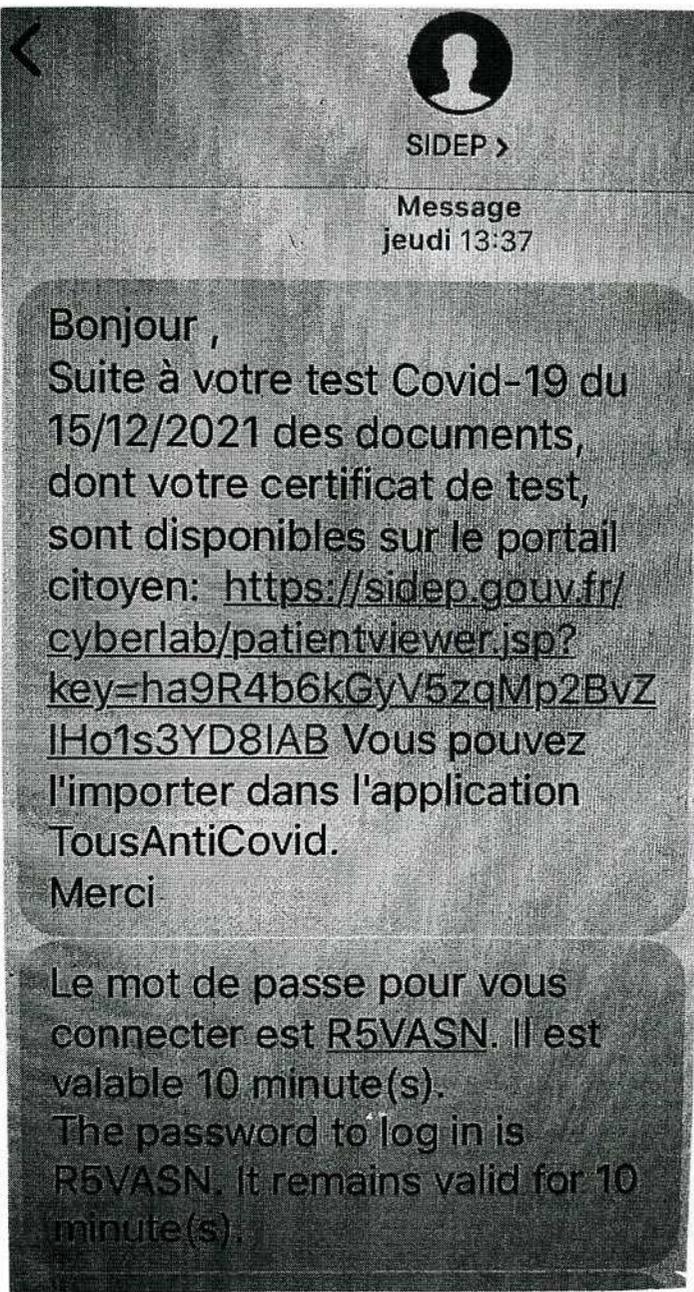
3 La Russie, la Chine et en fait toute la planète qui était sous le joug de la Caste occidentale du pouvoir depuis le début du 19^è siècle, se frottent les mains.

Ils n'ont qu'à respecter les
apparences du programme Occidental,
sans amochoer leurs populations,
et sans persécuter les vrais
scientifiques, pour voir le fruit
devenu blette, occidental, tomber
de l'arbre de la vie.

Michel DAKAR

MICHEL DAKAR
9- Route de barre y va
VILLEQUIER
76490 RIVES-EN-SEINE
02 32 70 82 35

(Aucun test passé,
Aucun vaccin effectué)



(↑ Pas de mot de passe cette fois)

SIDE P, DGSi et autres du même accabit, même clique au service des laboratoires



FAITS & DOCUMENTS

LETTRE D'INFORMATIONS CONFIDENTIELLES FONDÉE PAR EMMANUEL RATIER

SOMMAIRE

N° 502 8 €

- ENQUÊTE : (p.1-3,6-12)
LE « PACTE DE CORRUPTION » (FIN)
- LES DESSOUS DE LA VENTE
D'ALCATEL-LUCENT : (p.1-3,6-7)
- ALSTOM/GE : « TOUT PARIS
ÉTAIT LOUÉ » : (p.7,9-10)
- PATRICK KRON AVANT
ET APRÈS ALSTOM : (p.10-12)
- DOCUMENT : (p.4-6)
NOM DE CODE ATLANTA :
L'OMBRE DE BERNARD SANANÈS
- ENQUÊTE : (p.8)
SERGE WEINBERG, ALSTOM
ET L'ADIT

INDEX

Andrews B.	p.2	Martin D.	p.10
Arnault B.	p.8	Medvedowsky A.	p.8
Badinter É.	p.9	Messier J.-M.	p.7
Bailey H.	p.10	Molina A.	p.9
Benhamou A.	p.3	Neumann A.	p.2
Bettan M.	p.9	Ohana S.	p.6
Brandicourt O.	p.2	Pécresse V.	p.6
Buberl T.	p.6	Peyrelevade J.	p.11
Chabert P.-Y.	p.7	Pinault F.	p.8
Combes M.	p.2	Pouletty P.	p.12
Drahi P.	p.2	Raby J.	p.2
Elbaz S.	p.9	Revel C.	p.8
Florentino M.	p.3	Romano D.	p.6
Fouks S.	p.9	Roussely F.	p.7
François-Poncet A.	p.6	Saban H.	p.6
Gaymard C.	p.9	Sananès B.	p.4
Haim M.	p.6	Sarközy N.	p.9
Joxe P.	p.7	Seiman F.	p.12
Kohler A.	p.1	Serra C.	p.10
Kron P.	p.10	Son M.	p.2
Lacombe K.	p.12	Stik D.	p.8
Lahame F.	p.7	Strauss-Kahn D.	p.2
Lévy M.	p.9	Wauquiez L.	p.4
Lizurey R.	p.6	Weinberg S.	p.8
Louvet J.	p.8	Zajdenbawer A.	p.1
Louvrier F.	p.9	Zaoui M.	p.3
Macron E.	p.1	Zaoui Y.	p.6

ENQUÊTE LE « PACTE DE CORRUPTION » (FIN)

Voici les derniers chapitres de notre série sur le *Pacte de corruption* qui explique en grande partie l'absence d'opposition à Emmanuel Macron et l'actuel blocage de la vie politique en France, « tout Paris ayant été loué » comme le résume parfaitement la formule d'Arnaud Montebourg. Ce numéro constitue la dernière partie du volet économique de notre *Vrai visage d'Emmanuel Macron (F&D 492 à 503)*.

Les dessous de la vente d'Alcatel-Lucent

« Exécutée » alors qu'Alcatel-Lucent était financièrement assaini et commençait à peine son redressement, la vente à vil prix de la totalité de ses actifs au finlandais Nokia en avril 2015 a vu disparaître l'ancien géant français des télécoms. Son siège fut transféré à Helsinki avec passage sous pavillon étranger de son portefeuille conséquent de technologies innovantes, notamment dans le numérique. Le flou est savamment entretenu quant au devenir d'Alcatel Submarine Networks, une filiale plus que stratégique car elle constitue le leader mondial de la fabrication et de la pose des câbles sous-marins par lesquels passent 98 % du trafic Internet mondial.

Depuis lors, malgré la promesse d'un maintien des centres de recherche, Nokia semble bien décidé à abandonner la France comme en attestent les multiples plans de suppressions de postes. En moins d'un an, c'est donc la quasi-totalité d'Alcatel-Alstom, l'ancien empire français des télécoms, de l'énergie et du ferroviaire, qui aura été bradé par **Emmanuel Macron** (et son indéboulonnable duo de conseillers pour les questions énergétiques et industrielles composé d'**Alexis Kohler** et d'**Alexis Zajdenweber**) et ce, dix-huit mois avant son accession à l'Élysée.

Comme pour Alstom, la vente d'Alcatel fut promue comme une réponse à l'impératif de la « taille critique » et comme une étape indispensable à la « création d'un champion européen des télécoms à même de concurrencer

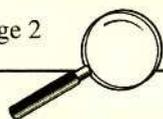
les Chinois ». Cet argumentaire, concocté par **Bernard Sananès** pour l'Institut CSA que nous révélons en exclusivité, fut récité de concert par les principaux manœuvriers de l'opération à savoir Emmanuel Macron, alors ministre de l'Économie, mais aussi **Michel Combes**, alors directeur général d'Alcatel-Lucent et les frères **Zaoui**, mystérieux rois de l'intermédiation financière et des fusions et acquisitions...

Michel Combes

Depuis le dépeçage final d'Alcatel-Lucent, le parcours de Michel Combes ressemble à s'y méprendre à une longue série de rétributions pour le travail accompli... Et raconte en pointillé les grandes manœuvres dans les câblo-opérateurs, les télécommunications et les nouvelles technologies accompagnant l'expansion à marche forcée du mondialisme (*Great Reset*). Il se murmure ces derniers mois qu'il pourrait prendre la tête d'Orange sur laquelle il lorgne depuis des années...

Né le 29 mars 1962 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), fils d'un ancien directeur général de la SEITA (tabac), cet X-Télécom a fait l'essentiel de sa carrière dans les télécommunications, avec des passages au ministère de l'Équipement (conseiller technique des socialistes **Paul Quilès** et **Jean-Louis Bianco** et du centriste **Bernard Bosson**) et un détour chez Nouvelles Frontières comme vice-président exécutif (1999-2001). Des années après avoir commencé sa carrière chez France Télécom à la direction des affaires industrielles aux États-Unis, il suit, en 1998,

(Suite page 2)>>



ENQUÊTE

>>(suite de la page 1)

le programme *Young Leaders* de la French-American Foundation (FAF). Il en est aujourd'hui membre du Centre d'études et de prospective stratégique.

Lors de sa cooptation par la FAF, il occupe la direction générale de Globecast (ex-SERTE, groupe France Télécom) tout en étant chargé du développement de Télédiffusion de France (TDF) dont il deviendra plus tard le PDG. Fin 2002, il est appelé par **Thierry Breton** lors du sauvetage de France Télécom, devenue en un rien de temps la deuxième entreprise la plus endettée au monde, cinq ans après son introduction en bourse voulue par le ministre de l'Économie d'alors, **Dominique Strauss-Kahn**; introduction en bourse suivie d'une série de rachats hasardeux menés tambour battant par **Michel Bon**, le PDG de France Télécom, « conseillé » par Rothschild & Cie. Quand **Michel Combes** devient directeur financier de France Télécom (perte de la minorité de blocage de l'État dans l'opérateur), les salariés paient l'addition avec un plan drastique de réduction des coûts et d'amélioration de la performance; le tristement célèbre programme TOP à l'origine du désastre social en interne.

Débarqué par **Didier Lombard** en 2006, il revient malgré tout à la tête de TDF qu'il laissera, deux ans plus tard, criblée de dettes: LBO, paris technologiques hasardeux tels que le WiMax ou la TV mobile personnelle, etc. En 2008, il prend la direction générale de Vodafone Europe au Royaume-Uni. Là, il se fait remarquer en vendant les 44 % du groupe britannique dans SFR à Vivendi, pour 7,95 milliards d'euros en avril 2011 avant d'annoncer dans la foulée son recrutement à la tête de SFR. Mais ce transfert chez l'opérateur qu'il vient de vendre (du jamais vu) ayant fait scandale, « le mercenaire des télécoms » (*L'Obs*, 13 octobre 2016) rejoint finalement Alcatel-Lucent dont il orchestre la revente à la sauvette au printemps 2015 (avec la complicité du ministre de l'Économie **Emmanuel Macron**) au finlandais Nokia après avoir procédé, en deux ans, à plus de 10000 licenciements.

Entre-temps, il a été coopté, en 2010, au club d'influence Le Siècle puis a intégré, en 2013, le dispositif de **Patrick Drahi** en vue du rachat de SFR par Numericable (porté en sous-main par Carlyle, Cinven et Rothschild). Une fois actée la vente d'Alcatel à Nokia, et à peine empoché un premier parachute doré avoisinant les 8 millions d'euros (le premier montant envisagé – 14 millions d'euros – ayant suscité une levée de boucliers au sein des organisations patronales), il est intronisé PDG de SFR par Patrick Drahi (suppression de 5000 emplois sur 15000, soit un tiers des effectifs) et directeur des opérations d'Altice. Il bénéficie d'une prime de bienvenue en stock-options de 100 millions d'euros avec en sus la résidence fiscale en Suisse. Parallèlement à son changement de statut social, ce flambeur épouse, en secondes noces (et sous le régime de la séparation de biens...), la jeune pianiste **Christie Julien**.

Fin 2017, il quitte SFR empochant au passage un second parachute doré de 12,64 millions d'euros. Michel Combes qui a intégré entre-temps le conseil consultatif de Richard Attias & Associates, l'agence du « roi de l'événementiel » **Richard Attias**, rejoint le Kansas pour prendre la présidence de l'opérateur mobile Sprint et le revendre à T-Mobile afin de mettre le nouvel ensemble au service d'Altice USA dans le cadre de l'implantation de Patrick Drahi aux États-Unis. En 2020, avec un paquet d'actions évalué à 60 millions de dollars (cf. *Le Nouveau jackpot de Michel Combes*, *Capital*, 12 octobre 2020), le désormais résident fiscal américain

rejoint, comme le prévoyait son contrat, SoftBank, l'actionnaire majoritaire de Sprint, en tant que président de SoftBank International Group.

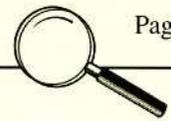
Aujourd'hui installé à Miami (Floride), il est plus que jamais en cour à Paris, multipliant, via le Vision Fund de SoftBank, les investissements tonitruants (Sorare dans les jeux en ligne, Vestiaire Collective dans le dépôt-vente sur Internet, Swile pour le paiement sans contact, etc.) dans la French Tech, le label des start-up françaises arrosé à grands frais par des fonds publics (Caisse des Dépôts et Consignations, Bpifrance, etc.) et véritable lubie d'Emmanuel Macron à qui l'activisme de SoftBank ne semble pas poser le moindre problème. Et pourtant...

Rappelons que SoftBank est dirigée par le raider nippon **Masayoshi Son** dit « Masa », né **Son Jeong-ui**, Coréen formé aux États-Unis et naturalisé japonais en 1990. Masayoshi Son est représenté à la Commission Trilatérale par **Bruce Andrews**, directeur des affaires publiques mondiales de SoftBank, précédemment secrétaire adjoint au commerce de l'administration Obama (2014-2017). Adossée à 60 milliards de dollars venus d'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis, SoftBank s'est distinguée ces dernières années en jouant un rôle de premier plan dans la fameuse « bulle des licornes » (type Uber), ayant notamment investi 10 milliards de dollars dans WeWork, le « kibboutz capitaliste » de l'escroc israélien **Adam Neumann** qui clamait « révolutionner le monde du travail » grâce au coworking jusqu'à l'effondrement de cette bulle basée sur du vent et sa chute vertigineuse en 2019. On consultera sur le sujet le *Wall Street Journal* du 18 septembre 2020 ainsi que l'enquête édifiante de **Gabriel Sherman** traduite dans l'édition française de *Vanity Fair* en avril 2020.

En plus de son activisme au sein de la French Tech et de son jeton au conseil d'administration de Philip Morris, Michel Combes vient de lancer à la bourse d'Amsterdam Odyssey Acquisition, un SPAC (*Special purpose acquisition company*) de 300 millions d'euros dans le secteur des biotechnologies porté par le *Great Reset*. Outils à la mode chez les spéculateurs financiers, les SPAC sont des fonds dits de « chèques en blanc » car leurs structures sont vides, leurs levées de fonds s'effectuant via leur introduction en Bourse...

Le lancement d'Odyssey Acquisition est apparu comme une véritable reconstitution de ligue dissoute, Michel Combes s'étant associé pour l'occasion au Québécois **Jean Raby**, transfuge de Goldman Sachs et ancien directeur financier d'Alcatel-Lucent (27000 brevets d'Alcatel-Lucent avaient été gagés à Goldman Sachs lors d'un prêt de 2 milliards d'euros), à **Olivier Brandicourt**, l'ancien patron de Sanofi passé depuis lors chez Blackstone (le fonds de **Stephen Schwarzman**) mais aussi aux frères **Michaël** et **Yoël Zaoui**, champions de l'intermédiation financière avec qui Michel Combes avait vendu Alcatel-Lucent au finlandais Nokia (15,6 milliards) via leur banque d'affaires, Zaoui & Co.

À la même époque, les frères Zaoui sont également intervenus, aux côtés de Rothschild & Cie, comme « conseils » du PDG de Lafarge, « leur vieil ami **Bruno Lafont** » (*Financial Times*, 23 mai 2015) dans la coulisse de la dissolution du cimentier français au sein du suisse LafargeHolcim en 2014; un autre de ces « méga-deals » survenus dans le sillage de l'« ascension programmée » d'Emmanuel Macron (nous y reviendrons). Totalement inconnus du grand public, les frères Zaoui sont apparus dans nombre de



ENQUÊTE

grosses opérations des trente dernières années et occupent une position tout à fait particulière au sein de l'establishment financier international.

Les frères Zaoui

Michaël et Yoël Zaoui sont nés au Maroc, respectivement le 30 décembre 1956 à Fès et le 11 janvier 1961 à Casablanca. Munis de passeports français, cette fratrie, qui opère depuis Londres et New York, commence à faire parler d'elle au tournant des années 2000 car, à de multiples reprises, elle se retrouve à la table des négociations entourant les plus gros *deals*, chaque frère représentant une des deux parties. En effet, mandaté en tant que patron du département de fusions et acquisitions pour l'Europe de Morgan Stanley, Michaël Zaoui fait face à son frère cadet Yoël qui occupe le même poste chez Goldman Sachs.

« Sur leurs conseils, TotalFina avala Elf (1999), Alcan ne fit qu'une bouchée de Péchiney (2003), Sanofi absorba Aventis (2004), Pinault-Printemps-Redoute mit la main sur Gucci (2004) et Mittal s'empara d'Arcelor (2006). À première vue, ces opérations historiques n'avaient aucun point commun, sinon la démesure des sommes engagées – 176 milliards de dollars au total » (*Les Très chers frères Zaoui*, *Vanity Fair*, décembre 2013). « Il est indéniable que leurs liens familiaux ont permis de s'épargner les précautions de toutes sortes qui ralentissent les *deals* » rapportait, dans un doux euphémisme, *Le Point* (23 avril 1999) pour décrire un fonctionnement pour le moins problématique qui n'est pas sans rappeler celui des frères **Immelt** ou des frères **Attali** croisés dans nos précédents chapitres du *Pacte de corruption*.

« Leurs maîtres-mots : profits monstrueux et omerta de plomb. [...] L'an passé, dans la version Internet du quotidien financier *Financial Times*, **Juliana Ratner** signe un article intitulé *Michaël and Yoël Zaoui: brothers bank on similar careers*. Elle y relate en outre le refus des deux frères et de leurs employeurs de donner une quelconque interview. [...] Ce que l'on sait d'eux se résume à une longue litanie rythmée par des chiffres à neuf zéros et par quelques éléments anecdotiques sur leurs vies privées. [...] Les informations les concernant sont distillées au compte-gouttes par les attachées de presse aux ordres, qui agissent comme si la notoriété, pour un banquier qui manipule des milliards, était une maladie honteuse. [...] Les banquiers anglo-saxons qui tiennent les rênes du milieu et les cordons de la bourse ont sûrement saisi l'intérêt d'avoir dans leurs rangs des conseillers locaux [sic] pour s'occuper des dossiers hexagonaux, qui s'ils n'étaient pas d'une importance capitale il y a quelques années, sont devenus aujourd'hui des portefeuilles non négligeables. [...] En coulisse, les maîtres du jeu sont bel et bien les banques d'affaires qui, moyennant une commission, se chargent de tous les détails de la transaction ou mènent l'offensive. [...] Les frères Zaoui sont aujourd'hui deux des plus flamboyants représentants de ces taupes de la finance. De par leur incroyable efficacité et les milliards qu'ils peuvent gérer en une seule transactions » (*Le Magazine de l'Optimum*, n° 42, avril 2001).

Issus, par leur père, d'une lignée de bijoutiers du *mellah* (ghetto) de Fès et d'une famille de propriétaires terriens par leur mère, ils sont les fils de **Violette Cohen**, institutrice et de **Charles Zaoui**, fonctionnaire international. Après ses études de droit à Paris, Charles Zaoui a intégré la haute fonction publique marocaine dans l'ombre du futur président du conseil **Abdallah Ibrahim**, dirigeant successivement la conservation foncière du Royaume

du temps du protectorat puis le service chargé de percevoir les droits et les taxes d'enregistrements. En 1964, les Zaoui quittent Rabat pour s'installer d'abord à Rome où Charles Zaoui entre à l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) puis, en 1977 à Paris, quand ce dernier rejoint l'UNESCO.

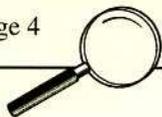
Ses fils ne dérogent pas à la tradition marocaine des juifs de cour. Ainsi Michael Zaoui a-t-il été élevé en juillet 2014 par **Mohamed VI** au grade d'officier dans l'ordre du Trône (*Wissam al-Arch*) au titre de la fratrie. Depuis décembre 2019, Michaël Zaoui, « banquier star de Mohamed VI » (*Z comme Zaoui, Jeune Afrique*, 1^{er} juin 2020), a intégré la Commission pour le nouveau modèle de développement, un organisme rattaché au cabinet royal, destiné à aiguiller la politique économique du Maroc.

Ancien du Lycée Chateaubriand, le lycée français de Rome, Michaël Zaoui est diplômé de Sciences-Po Paris (Service public, 1976) et d'un DESS de droit à la Sorbonne. Il complètera sa formation avec un MBA à Harvard mais il n'a nullement été « formé à la Harvard Business School » comme cela est partout rapporté. Il épouse, le 28 juin 1995, **Anna Benhamou**, cofondatrice de The Invisible Collection (vente de meubles). Entre-temps, il commence non pas chez Morgan Stanley en 1986 à New York comme cela est écrit dans la plupart de ses biographies mais comme attaché de direction de la Banque Rothschild à Paris avant la nationalisation (1978-1981). Consultant en stratégie au MAC Group à Londres (1983), il entre trois ans plus tard chez Morgan Stanley à New York en tant que vice-président alors que la déréglementation financière amorce le boom des fusions-acquisitions.

Une fois formé par **Robert Greenhill**, il rejoint Morgan Stanley à Londres comme *executive director* (1991), *managing director* (1994), *coresponsable* (1997) puis *responsable* (1999) des activités de fusions-acquisitions pour l'Europe. En 2008, lors de la crise financière, il quitte Morgan Stanley pour s'établir en tant que « consultant indépendant » avant d'être rejoint, en 2013, par son frère Yoël Zaoui.

Passé par les lycées Chateaubriand à Rome puis Janson-de-Sailly à Paris, Yoël Zaoui est diplômé d'HEC où il s'est lié à l'expert financier controversé **Marc Fiorentino** dont il sera le témoin lors de son premier mariage avec **Françoise Sarfati**. Titulaire d'un DEA de Finance de l'Université Paris-Dauphine et d'un MBA de Stanford, Yoël Zaoui commence comme auditeur chez Arthur Andersen à Paris en 1983 avant d'intégrer le département des fusions et acquisitions de Goldman Sachs à New York (1988) puis à Londres (1990). Calquant celle de son frère, sa carrière sera fulgurante puisqu'il sera successivement promu vice-président (1992), responsable des fusions et acquisitions en France (1996), administrateur délégué (1997), associé-gérant (1998), coresponsable (2004-2006) puis responsable (2006-2011) des fusions et acquisitions pour l'Europe, coresponsable mondial des fusions-acquisitions (2011-2012), ayant intégré au passage le comité de direction générale du groupe Goldman Sachs (2008-2012) lorsque la banque fut mise en lumière avec la crise de 2008 pour avoir spéculé sur l'effondrement des produits financiers de type *subprimes*. « Fervent partisan de la mondialisation, défenseur du libéralisme sans entraves autant que des gros bonus » (*La Banque*, **Marc Roche**, **Albin Michel**, 2006), Yoël Zaoui est ou a été membre du comité consultatif de l'Université Stanford (Californie).

(Suite page 6)>>



DOCUMENT

Nom de code ATLANTA: l'ombre de Bernard Sananès

Voici en exclusivité quelques extraits du document interne organisant la communication de la vente « surprise » d'Alcatel-Lucent au finlandais Nokia. Daté du 18 mars 2015, ce document a été réalisé par l'Institut CSA, alors piloté par **Bernard Sananès**. Issu du journalisme, ce dernier a envisagé un temps une carrière politique (il fut notamment secrétaire général des Jeunes démocrates sociaux) avant de se recycler dans la communication chez Euro RSCG aussi bien auprès des grandes entreprises (introduction en bourse d'EDF) que d'hommes politiques de la fausse droite (**Dominique de Villepin**, **Xavier Bertrand**, **Valérie Pécresse**, etc.), le tout, dans un savant mélange des genres (son portrait est disponible dans le n° 433 de *Faits & Documents*). La relation entre Bernard Sananès et **Michel Combes** est ancienne, comme le suggère la présence de ce dernier, en 2009, à la cérémonie de remise de l'insigne de l'Ordre national du Mérite au communicant par **Laurent Wauquiez**.

En ce mois de mars 2015, la mise en place de la stratégie entourant la vente furtive d'Alcatel-Lucent à Nokia

intervient à un moment charnière de la carrière de Bernard Sananès. Dans la foulée, il échoue dans sa tentative de racheter l'Institut CSA à **Vincent Bolloré**, avant de lancer trois mois plus tard l'institut Elabe qui portera, dans son versant sondagier, l'Opération Macron, via un système de partenariats et de contenus « clefs en main » avec les médias rachetés parallèlement par **Bernard Arnault** et par **Patrick Drahi** pour porter **Emmanuel Macron** à l'Élysée. La participation de Bernard Sananès à la vente d'Alcatel-Lucent a-t-elle été un préalable à son intégration à l'Opération Macron? Dans les documents ici reproduits, pour garantir le secret pendant les préparatifs, Alcatel a pour nom de code *ATLANTA* et la vente à la sauvette est baptisée *Projet Boston*. Outre les techniques de manipulation de l'opinion publique et l'enfumage habituel sur la constitution d'un « géant européen des télécoms » et le maintien de l'« ancrage en France », le document confirme la complicité des pouvoirs publics et la connivence intégrale avec la grande presse, devenue au fil des ans un simple relais des agences de communication.



Projet Boston

SEQUENCE DE COMMUNICATION

18 mars 2015

Contexte

Depuis près de deux ans le groupe ATLANTA est engagé dans un plan stratégique d'ampleur. Celui-ci doit permettre au groupe d'accomplir un repositionnement de son activité pour en faire un spécialiste des réseaux IP, du Cloud, et de l'Accès très haut débit. Cette vision industrielle forte a dicté l'ensemble des décisions prises par le groupe dans le cadre du plan Shift.

En deux ans, un plan social exigeant a été initié, le groupe s'est désendetté, le repositionnement est largement engagé et le groupe a repris sa marche en avant commerciale en signant d'importants contrats et des accords de partenariats majeurs. Dans la période, le cours du titre ATLANTA est passé de 1,3€ à 3,7€,

Si les spécialistes et notamment les analystes financiers n'ignorent pas que la question de la taille du groupe reste posée, les leaders d'opinion "généralistes" et une partie de l'opinion publique peuvent à l'inverse avoir le sentiment que le redressement du groupe est tel que le groupe assaini pourrait aujourd'hui poursuivre seul.

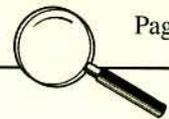
Ceci intervient dans un contexte marqué à la fois par la dureté de la crise économique en France et en même temps par quelques signes d'amélioration de la conjoncture sur lesquels l'exécutif veut s'appuyer pour convaincre de sa politique.

C'est pourquoi la communication devra répondre à trois enjeux :

- ✓ Passer de la surprise à l'évidence, de la déception à l'ambition : la meilleure solution pour ATLANTA / un géant européen des télécoms
- ✓ Démontrer la cohérence de l'action menée par le management : depuis Shift jusqu'au rapprochement, la volonté de donner un avenir à ATLANTA et la même stratégie industrielle de spécialisation sur les technologies de nouvelle génération
- ✓ Rassurer sur l'ancrage en France

Pour y faire face nous avons précisé 3 objectifs clefs afin de réussir la séquence d'annonce :

1. Prendre l'initiative en devançant les critiques et les craintes éventuelles -> attention à un calendrier distendu en termes de communication
2. Déployer fortement les messages et s'assurer de leur cohérence -> créer une séquence de communication forte et rythmée



DOCUMENT

3. Constituer un réseau d'ambassadeurs et de soutiens -> stabiliser quelques messages clés

Nos conditions de succès :

- ✓ Démontrer la pertinence du projet et sa cohérence dans la durée
-> démontrer qu'il y a continuité stratégique et qu'Atlanta n'a jamais fait du stand alone un axe de son redressement
- ✓ Donner une voie de sortie politique au gouvernement
-> pré-définir le rôle des pouvoirs publics dans la définition du projet industriel et anticiper sur les concessions qui pourraient leur être accordées au (exemple : cotation au CAC 40 qui ne serait pas annoncée au départ)
-> clarté sur les enjeux légaux associés : décret, Europe
- ✓ Ne pas communiquer seul
-> caler le dispositif de communication avec Boston et définir le rôle respectif des 2 entreprises au lancement et dans les 2 premières semaines (ainsi que vérifier leurs propres obligations d'information : internes ; vis-à-vis de leur Gouvernement...). Au-delà, privilégier une communication commune depuis la France : comme dans le cas GE-Alstom, le rachat d'un actif stratégique français et les risques sur l'emploi doivent conduire l'acheteur à donner des gages sur le sol national. C'est pourquoi nous préconisons une **conférence de presse à Paris** et une gestion du dossier évidemment menée en commun (communiqué, photo, etc.).
-> communiquer via un réseau de soutiens extérieurs

J-1 :

Interne :

- Call au top management ALU + transmission des kits de communication + brief sur la méthode d'information des équipes (embargo, etc.)
- Réunion de CE fin de journée ? (pour limiter la période de flou avant le CP)

Relations Presse :

- Fin de matinée : Rencontre Les Echos (D. Barroux et N. Barré) avec Michel Combes + FT ou WSJ ? > article sous embargo : *Raconter l'ambition du projet, l'inscrire en cohérence avec Shift, démontrer qu'il est le seul permettant d'assurer la pérennité du groupe etc...*
- Fin d'AM : RDV avec 2-3 éditorialistes audio visuels sous embargo (voir cartographie)

Institutionnel :

- Appel par le management du groupe au TOP 20 des décideurs (entre 21h et le lendemain)
- Information des autorités : US (PA/TK) ; Chine (PG, LAM) ; Europe (PA)

Jour J :

Interne :

- Envoi d'un message de la Direction à tous les salariés (mail à 7h00) renvoyant sur un call (à 9h30 ou 10h)

Relations Presse :

- Parution Article dans Les Echos/media international
- Envoi du communiqué commun (7h Heure de Paris)
- Briefing Agences 7h15
- Réunion Analystes 8h30
- Conférence de presse 10h30
- Follow-up et ITW (médias financiers, internationaux et PQN économique)

Institutionnel :

- Portage de la note blanche aux cibles décideurs (entre 6h et 8h) et clients
- Contacts institutionnels par CSO/PA : UE, Allemagne, Italie, Belgique, autres (en fonction de présence commerciale et R&D notamment)

Clients

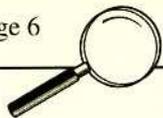
- Contacts avec les 10 principaux clients (les plus impactés)

Digital :

- Tweet des messages clés pendant la conférence de presse
- Community management pour répondre en ligne aux réactions ou fausses infos

Interne :

- Réunion des dirigeants (TOP 200) avec leurs équipes pour cascader l'information



DOCUMENT / ENQUÊTE

J+1 :

Relations Presse :

- ITW de Michel Combes dans une matinale (Europe 1 dans l'idéal)
- Interview de Michel Combes dans le Financial Times
- Tribune d'un économiste dans Le Figaro pour défendre le projet et plus globalement l'idée de géants européens pour répondre à la concurrence

Institutionnels

- Suivi des contacts/RDV (medef, Gitep, etc.)

Clients

- Suivi des contacts

J+++ :

Interne :

- Organisation de réunions d'information
- Déplacement de Michel Combes à Lannion et Villarceaux

Relations Presse :

- Entretien de Michel Combes avec la PQR à l'occasion des déplacements (Ouest France et Le Parisien)
 - Défendre l'ancrage français du groupe et valoriser la R&D
- Décryptage dans un hebdomadaire sur les coulisses de l'accord
- Entretien croisé entre les dirigeants des 2 groupes dans le JDD

Institutionnel :

- La Commission des Affaires économiques souhaitera sans doute auditionner les dirigeants

>>(suite de la page 3)

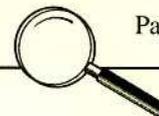
Implantés dans l'establishment financier international, les Zaoui sont étroitement liés aux frères Attali: « On dîne régulièrement ensemble, mon frère Bernard, les deux Zaoui et moi » (**Jacques Attali**, *Le Monde*, 1^{er} juillet 2006). En 2010, **Bernard Attali** et **Michaël Zaoui** rejoindront, en qualité d'administrateurs indépendants, le conseil d'administration d'International Power après sa fusion avec GDF Suez sous l'égide de Rothschild & Cie (**Grégoire Chertok**), de Goldman Sachs (**Yoël Zaoui**) et de BNP Paribas (**Thierry Varenne**).

Outre **David de Rothschild** qui l'a fait débiter, Michaël Zaoui est étroitement lié à l'avocat d'affaires **Jean-Michel Darrois** avec qui il siège au conseil d'administration de la SICAV luxembourgeoise Decalia. Dans le petit Paris de la finance, les frères Zaoui sont notoirement proches d'**André François-Poncet**, descendant par son père du diplomate **André François-Poncet**, ambassadeur de France à Berlin entre 1931 et 1938, et par sa mère d'**Arthur Sachs**, associé-principal et héritier de la banque américaine Goldman Sachs. Président, depuis 2018, du directoire de Wendel (les François-Poncet étant alliés aux Wendel par l'intermédiaire des Mitry), ce dernier, passé chez Morgan Stanley avec Michaël Zaoui, est connu pour ses réceptions où se pressent **Valérie Pécresse**, **Richard Lizurey**, le directeur général de la Gendarmerie nationale ou encore **Thomas Buberl**, le directeur général d'AXA (cf. *Challenges.fr*, 3 avril 2021).

L'engagement communautaire de Michaël Zaoui a été mis en lumière lors de sa participation au Saban Forum, un grand raout organisé en novembre 2007 par l'homme d'affaires

américano-israélien **Haim Saban** (principal importateur de séries japonaises en Occident, gros pourvoyeur de fonds de l'AIPAC, le lobby sioniste au Congrès, des Friends of the Israel Defense Forces et du Parti démocrate) pour réunir les establishments politiques israéliens et occidentaux au sein de la Brookings Institution (mondialiste). Plus tôt, le nom de Michaël Zaoui était apparu aux côtés de celui de **Sydney Ohana** (le chirurgien esthétique du gotha) ou du sulfureux **Dominique Romano** (qui vient de reprendre coup sur coup Radio J et Actualité Juive avec **Marc Eisenberg**) parmi les membres fondateurs de la Fondation France-Israël, lancée en 2005 par **Jacques Chirac** et **Ariel Sharon**. Cette fondation est aujourd'hui présidée par **Muriel Haim**, ancienne du service de communication de Sanofi, passée responsable des stratégies prix et remboursement au niveau mondial chez Merck & Co, actuellement administratrice de Neovacs, une « biotech » spécialisée dans les vaccins.

Conseiller du commerce extérieur de la France au Royaume-Uni, Michaël Zaoui est membre des principaux clubs privés londoniens (Annabel's, Harry's Bar, 5 Hertford Street, Oswald's et Mosimann's) et siège aux conseils d'administration de la Serpentine Gallery et du Southbank Centre (Royal Festival Hall). Aux États-Unis, il est membre du conseil consultatif du Global Leaders Program et siège au conseil international du Belfer Center de la Kennedy School de Harvard (l'ENA américaine). Il est administrateur du GEDI, le principal groupe de presse italien de centre-gauche dernièrement racheté par la famille **Agnelli** à **Carlo De Benedetti**, groupe chapeautant, entre autres, *La Repubblica*, *La Stampa*, *L'Espresso*, *HuffPost Italia*, etc.



ENQUÊTE

Si l'étendue de leur fortune est inconnue, la presse spécialisée a évalué à 15 millions d'euros les bonus perçus par **Michaël Zaoui** pour la seule année 2006. Cette année-là, il a fait l'acquisition pour 10 millions de dollars d'un appartement de 290 m² au 15 Central Park West à New York, dans un immeuble luxueux construit par le magnat israélien de l'immobilier **Eyal Ofer**. Sur les bords de la Tamise, il est aussi propriétaire d'une *townhouse* au cœur de Chelsea, sur The Vale, l'une des rues les plus huppées de Londres. La *razzia* sur l'appareil productif français (**Arcelor**, **Pechiney** et **Alcatel** en l'occurrence) n'ayant pas produit que des « sans dents » (**François Hollande**), des « résignés réclamants » (**Jacques Attali**) et des « Gaulois réfractaires » (**Emmanuel Macron**), **Yoël Zaoui** a pu s'offrir, en novembre 2018, un nouvel appartement à New York dans le flambant neuf 520 Park Avenue, pour 25,9 millions de dollars.

« Juste un peu imbus d'eux-mêmes » (*Financial Times*, 23 mai 2015), les frères Zaoui se sont donc finalement associés en janvier 2013 au sein de **Zaoui & Co**, leur banque d'affaires dans les fusions-acquisitions basée à Hill Street dans le quartier londonien de Mayfair mais qui est chapeauté par **Zaoui & Co S.A.**, une société immatriculée au Luxembourg. Additionnant leurs carnets d'adresses, ils comptent parmi leurs clients connus le géant de l'aluminium **Alcan**, la maison de couture de **Tom Ford**, le fonds **Carlyle** – étroitement lié à la **CIA** – comme pour le rachat des activités E&P d'**Engie**, **FFP**, la holding de la famille **Peugeot** (entrée de **Dong Feng** puis fusion – 48,4 milliards de dollars – entre **PSA**, conseillé par **Jean-Marie Messier** et **Fiat Chrysler**), la famille **Bettencourt-Meyers** (rachat des actions de **L'Oréal** à **Nestlé** en février 2014), **SoftBank** (vente en septembre 2020 pour 40 milliards de dollars du fabricant de puces britannique **Arm**), **Sir Andrew Witty**, le patron de **GSK**, la plus grande des « Big Pharma » britanniques, lors du *deal* avec **Novartis** (57 milliards de dollars), etc.

Au Maroc, **Zaoui & Co** est intervenue, en 2016, dans la restructuration du partenariat entre **LafargeHolcim** et la holding du roi du Maroc **SNI** (actuel **Al Mada**) pour 3,6 milliards d'euros et leur nom apparaît dans les manœuvres entourant la **Société anonyme marocaine de l'industrie du raffinage (SAMIR)**.

Dans leurs *deals*, les frères Zaoui opèrent traditionnellement en liaison avec **Pierre-Yves Chabert** qui truste nombre de grosses affaires depuis le bureau parisien de **Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton** où il a fait l'intégralité de sa carrière depuis 1988. Né le 1^{er} mars 1962, cet auvergnat, formé à la **Harvard Law School**, a notamment été à la manœuvre lors de l'OPA de **TotalFina** sur **Elf-Aquitaine**, de **BNP** sur **Paribas** (1999), de l'entrée en bourse de **Gaz de France** (2005), de l'OPA de **Mittal** sur **Arcelor** (2006), de **BNP Paribas** sur **Fortis** (2009), etc. Sans doute naïvement, c'est à Pierre-Yves Chabert, « l'orfèvre des fusions sans frontières » (*L'Expansion*, 1^{er} avril 2011), qu'**Arnaud Montebourg** avait confié la rédaction du « décret patriotique » du 14 mai 2014 qui devait bloquer la vente d'**Alstom** à **General Electric**...

Alstom/GE : « Tout Paris était loué »

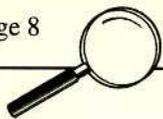
Les réseaux maçons

Dans son rapport final, la commission Marleix concluait au montant « extravagant » des honoraires payés pour l'opération, tant par **Alstom** que par **General Electric**, aux banques, aux consultants, aux cabinets d'avocats d'affaires, mais aussi aux agences de communication : « Le coût de l'opération pour **Alstom** s'est élevé à 262 millions d'euros. [...] Il est difficile d'imaginer que **GE** n'a pas mis autant d'argent sur la table ». Résumée par la formule d'**Arnaud Montebourg** « Tout Paris était loué », cette débauche de moyens démontre que le « Pacte de corruption n'a rien d'une conjecture, les preuves matérielles sont là » comme a pu l'affirmer **Frédéric Pierucci** (*Marianne*, 25 janvier 2019).

Dans cette location du Tout Paris, la présence du **Crédit Suisse** aux côtés de **General Electric** ouvre les portes des réseaux incarnés par **François Roussely**. Magistrat à la **Cour des Comptes**, ce dernier dirige alors la filiale française du **Crédit Suisse** (depuis 2005). Il en occupe de surcroît la vice-présidence pour l'Europe (depuis 2009). Ancien bras droit de **Pierre Joxe** au ministère de l'Intérieur puis au ministère de la Défense, propulsé par **Lionel Jospin** à la présidence d'**EDF** (1998-2004), François Roussely est considéré comme un « parrain des réseaux maçons dans le monde des affaires » (*Challenges*, 23 février 2019). Ne pouvant pas encore se passer des « réseaux Joxe » qui peuplent les secteurs de l'énergie et de la défense, Emmanuel Macron le traite personnellement à l'époque, en le consultant régulièrement sur ces dossiers.

A contrario, Emmanuel Macron consulte également **Jean-Marie Messier**, symbole déchu des années fric (portrait disponible dans le tome II de l'*Encyclopédie Politique Française* d'**Emmanuel Ratier**, *Facta*, 2005 et actualisé en 2016 dans le n° 409 de *Faits & Documents*). L'ancien chargé des Privatizations au cabinet **Balladur** devenu associé-gérant chez **Lazard Frères** a, depuis le crash de **Vivendi Universal**, retrouvé pleinement sa place dans le petit Paris des affaires grâce aux réseaux, essentiellement ceux de l'« Inspection » et du **Club des Cent** où il a été coopté, dès 1996, par **Jean-Louis Beffa**.

C'est d'ailleurs **Messier & Associés**, la « boutique » de fusions et acquisitions de Jean-Marie Messier qui, une fois achevé le dépeçage d'**Alstom**, recrutera François Roussely et son adjoint **Fady Lahame** qui, entre 2015 et 2018, « exécuteront » la cession par **EDF** de 49,9 % de **Réseau de transport d'électricité (RTE)** ainsi que le rachat de **Gemalto** par **Thales**. Alliance de la carpe et du lapin, cet attelage entre « J2M » et Roussely était pourtant loin d'aller de soi. Du temps où il dirigeait **EDE**, François Roussely s'était joint à **Henri Proglgio** pour repousser les vues sur **Veolia** de Jean-Marie Messier alors aux manettes chez **Vivendi Universal**. Surpris par la puissance de feu de la riposte déployée par le duo Proglgio/Roussely, Jean-Marie Messier avait organisé une médiation avec **Alain Bauer**, demandant benoîtement à l'ancien Grand Maître du **Grand Orient de France** s'il « était victime d'un complot maçonnique » (rapporté par **Sophie Coignard** dans *Un État dans l'État. Le contre-pouvoir maçonnique*, **Albin Michel**, 2009).



ENQUÊTE

Serge Weinberg, Alstom et l'ADIT

Depuis son siège parisien du quai Anatole-France, l'ADIT se présente comme le « leader européen » de l'« intelligence stratégique » et de la « diplomatie d'affaires ». Plus prosaïquement, l'ADIT fait du renseignement à l'international en liaison avec la DGSE pour le compte des entreprises françaises. C'est pourquoi, à l'origine, l'ADIT était un établissement public placé sous la double tutelle des ministères de la Recherche et des Affaires étrangères. Jusqu'à sa privatisation survenue en 2010. Sous l'égide de la banque Rothschild, l'ADIT est rachetée dans un premier temps par Walter Butler, un investisseur traditionnellement lié à la DGSE.

Lorsqu'il fut demandé à Frédéric Pierucci s'il avait reçu un soutien des services secrets français avant, pendant ou après son incarcération, sa réponse fut négative (cf. *Alstom: la France vendue à la découpe?*, Frédéric Pierucci, 8 juillet 2019). Donc officiellement, à aucun moment, la DGSE ne lui aurait fourni l'assistance, ni même la formation préalable qu'auraient nécessité ses fonctions au sein d'Alstom. Devant la commission Marleix, Arnaud Montebourg a rapporté que la communauté française du renseignement avait été totalement inutile face à General Electric, et n'avait fourni aucune assistance pour défendre Alstom contre l'offensive du DoJ. Aussi Claude Revel, déléguée interministérielle à l'intelligence économique entre mai 2013 et juillet 2015, a-t-elle publiquement reconnu ne pas avoir été avertie par la DGSE de l'arrestation de Frédéric Pierucci survenue un mois avant sa nomination.

Aucun soutien de l'ADIT à Arnaud Montebourg ou à Frédéric Pierucci dans l'affaire Alstom/GE n'est documenté, et le nom de la société regroupant les « James Bond français du Business » (*L'Expansion*, 1^{er} janvier 2004) n'apparaît que marginalement (une mention) lors des auditions de la commission Marleix. En fait, pendant le raid de General Electric sur Alstom, l'ADIT menait les négociations qui devaient aboutir à sa revente à Weinberg Capital Partners, le fonds de Serge Weinberg, avec l'aval de Bercy. Donc, *in fine*, d'Emmanuel Macron que Serge Weinberg avait parrainé lors de son intégration chez Rothschild & Cie en 2008 (cf. F&D 492).

Aujourd'hui président du conseil d'administration de Sanofi et président de Weinberg Capital Partners, administrateur de la puissante Association française des entreprises privées (AFEP), bien plus importante que le MEDEF, Serge Weinberg est sans doute une des personnalités les plus importantes du quinquennat d'Emmanuel Macron. À la manière de Grégoire Chertok, il agit toutefois en deuxième rideau, dans l'ombre, comme l'écrit Marc Endeweld: « Quand Macron a un problème, il passe par Weinberg qui se veut le nouveau parrain du capitalisme français, à la manière par le passé d'un Ambroise Roux ou d'un Claude Bébéar ».

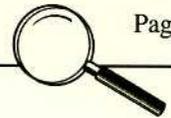
Dans ces précédentes fonctions, Serge Weinberg a fait figure de tour de contrôle de la maison Rothschild dans le secteur français du luxe, présidant pendant une

dizaine d'années le directoire de PPR (1995-2005), le groupe de François Pinault. Ayant fait docilement la campagne d'Emmanuel Macron comme propriétaire du Point, Pinault devait publiquement présenter ses plus plates excuses dans le JDD (24 juin 2018) pour avoir osé formuler la veille l'évidence dans Le Monde: « Macron ne comprend pas les petites gens ». Pourquoi cette contrition de la part d'un membre éminent (quoique simple Breton) du gotha patronal? Émettre la moindre critique à l'égard d'Emmanuel Macron relèverait-il du blasphème?

Si Serge Weinberg a toujours minimisé son influence dans le rachat de Boussac par Fénel (c'est-à-dire la construction de la carrière du falot Bernard Arnault), les relations entre les Arnault et les Weinberg se sont poursuivies à la génération suivante, puisque leurs fils, Antoine Arnault et Cédric Weinberg, sont partenaires de poker. Au retour des socialistes au pouvoir, Cédric Weinberg, ancien associé de Goldman Sachs (2003-2008), sera propulsé par Jean-Pierre Jouyet directeur d'investissement du Fonds de consolidation et de développement des entreprises de la Caisse des Dépôts et Consignations (un des plus gros salaires de la maison) avant de rejoindre, en janvier 2015, Weinberg Capital Partners, le fonds d'investissement de son père qui s'apprête alors à racheter l'Agence pour la diffusion de l'information technologique (ADIT).

Une fois l'ADIT absorbée, Serge Weinberg en confie la vice-présidence à un de ses hommes de main, Jérôme Louvet. De son côté, Serge Weinberg prend la présidence du conseil stratégique de la division Euro Advocacy qui, dans la « diplomatie d'affaires », tend à regrouper l'ADIT et ESL & Network, l'autre gros acteur de ce secteur clef dirigé par Alexandre Medvedowsky, issu, comme Weinberg, des cercles fabiusiens. C'est ainsi par exemple qu'en 2018 a rejoint inexplicablement ESL & Network Dorothee Stik, une ancienne du cabinet d'Emmanuel Macron à Bercy, devenue sa conseillère culture pendant la campagne présidentielle (avec nominations au conseil d'administration du Théâtre de l'Odéon et au conseil de surveillance de Arte France à la clef). Depuis lors, cette dernière a été chargée de l'émission des « obligations vertes » par l'État, avant de rejoindre successivement Messier & Associés, la « boutique » de Jean-Marie Messier puis le bureau parisien de la banque JPMorgan. Ainsi va la Macronie...

En 2019, Serge Weinberg mandate la banque Lazard pour revendre l'ADIT à Parquest Capital, la franchise française de NN Group (ex-ING Parcom Private Equity), passée progressivement sous pavillon Rothschild entre 2014 et 2017 par l'intermédiaire du fonds de dette Five Arrows Principal Investments (un véhicule de Rothschild & Co), avec le renfort d'Idinvest (contrôlé par les David-Weill via Eurazeo) et de LGT Capital Partners, le véhicule de la principauté du Liechtenstein, le Monaco de la Mitteleuropa. Voilà comment en dix ans, l'ADIT, structure publique (et stratégique) du renseignement économique, aura été rendue impuissante avant de passer progressivement entre des mains étrangères, au service du cartel bancaire...



ENQUÊTE

Si **François Roussely** ouvre à General Electric les réseaux maçonniques de l'énergie et de la défense, la route vers Matignon porte le nom de **Stéphane Fouks**, patron d'Havas et membre du premier cercle de **Manuel Valls** depuis le pacte de Tolbiac (cf. *Le Vrai visage de Manuel Valls*, **Emmanuel Ratier**, Facta, 2014). Sur le rôle de Fouks à l'époque, *Libération* résume : « Il est le conseiller de **Jeff Immelt**, le patron de General Electric dans le dossier Alstom. Il a été aux côtés de **Patrick Drahi**, le PDG de Numericable pour le rachat de SFR, et enfin de **Bruno Lafont**, président du groupe Lafarge pour la fusion avec le suisse Holcim » (*Fouks en phénix*, *Libération*, 17 juin 2014). Sur le dossier GE, Fouks a mobilisé pas moins de trois *partners* :

– **Anton Molina**, journaliste de formation qui, avant de rejoindre Havas, fut un homme de main du binôme composé de **Rosine Lapresle-Tavera** et de **Laurence Parisot** dont il dirigea la communication au MEDEF (2007-2013). Depuis 2019, Anton Molina a pris la tête de Plead, un *spin-off* d'Havas qui gère la communication de crise de **Cyril Hanouna**, d'AstraZeneca, de BNP Paribas, du Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (Gifas), etc. Plead a notamment servi de point de chute à l'un des plus proches conseillers d'**Emmanuel Macron**, **Ismaël Emelien** (cf. *F&D* 498) lui aussi « formé à l'école très maçonnique de Stéphane Fouks chez Havas » (*Challenges*, 23 février 2019).

– **Stéphanie Elbaz**, une spécialiste des levées de fonds qui s'occupe aujourd'hui de la communication de Station F, l'incubateur de start-up contrôlé par **Xavier Niel** (très actif via Kima Ventures dans la French Tech, à l'instar de SoftBank).

– **Michel Meyer Bettan**, vice-président exécutif d'Havas, il est le principal conseiller de l'ombre (*spin doctor*) de **Xavier Bertrand** depuis une vingtaine d'années (également très lié à **Gilles Boyer**, le binôme d'**Édouard Philippe**). Ayant intégré, en juin 2020, le conseil de surveillance de la Fondapol aux côtés de **Grégoire Chertok** (GLNE, Rothschild & Cie) et d'**Emmanuel Goldstein** (GODE, Morgan Stanley), Michel Bettan commença comme assistant parlementaire (1993-2002) de **Gilles Carrez**, député LR de la 5^e circonscription du Val-de-Marne avant d'être initié, le 14 mai 2008, au sein de la loge Intersection du Grand Orient de France.

Les réseaux cathos pour endosser le massacre

Côté Alstom, **Patrick Kron**, également membre de la Fondapol, est étiqueté plutôt à droite : la droite affairiste comme en atteste sa présence à la soirée du *Fouquet's* le soir de l'élection de **Nicolas Sarkozy** à la présidence de la République. Pour vendre Alstom Énergie, Kron s'est adjoint les services de Publicis, la puissante agence contrôlée par la riche héritière **Élisabeth Badinter** (généralement présentée par la presse comme une « philosophe féministe »).

Dans le cadre des opérations, c'est **Maurice Lévy**, alors président du directoire de Publicis Groupe, qui traite le dossier en personne. Il est épaulé par **Franck Louvrier**, actuel maire LR de La Baule-Escoublac (Loire-Atlantique), qui, après avoir géré les journalistes pour le compte de Nicolas Sarkozy pendant plus de quinze ans, s'est vu proposer la présidence de Publicis Events (2012-2018) et la vice-présidence de Publicis Consultants (2013-2018), tout en participant, dès 2012, aux

préparatifs de l'Opération Macron. C'est le même groupe Publicis qui, en décembre 2014, une fois l'opération bouclée, bombardera à la tête du Women's Forum, le « Davos féminin » d'**Élisabeth Badinter**, la présidente de General Electric France, **Clara Gaymard**.

Sur le rôle spécifique de Clara Gaymard dans l'affaire Alstom/GE, nous renvoyons nos lecteurs au n° 379 de *Faits & Documents* dans lequel figure le portrait détaillé de la fille du professeur **Jérôme Lejeune** (principale figure de proue du mouvement pro-vie), épouse de l'éphémère ministre de l'Économie **Hervé Gaymard**, réputée proche de l'Opus Dei, passée de la fonction de VRP de la France à l'étranger comme présidente de l'Agence française pour les investissements internationaux, au service des intérêts américains en prenant la tête de GE France (recrutée par **Jeffrey Immelt** en 2006 au Forum de Davos), puis propulsée coup sur coup à la vice-présidence de GE International, à la présidence de l'American Chamber of Commerce tout en étant intronisée trentième femme la plus influente au monde par le magazine *Forbes*, nommée administratrice de la French-American Foundation (FAF) et cooptée à la Commission Trilatérale.

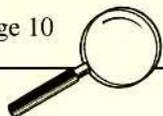
Aujourd'hui codirigeante du fonds de placement Raise, administratrice de Veolia, de Bouygues, de Danone, de LVMH, etc., Clara Gaymard a quitté ses fonctions à la Trilatérale et à la FAF, comme si toute sa promotion dans les instances mondialistes n'avait eu pour finalité que d'amener cette incarnation paroxystique de la droite catholique et bourgeoise à endosser le dépeçage d'Alstom.

L'origine du pacte Macron-Sarközy ?

De Grégoire Chertok à Clara Gaymard, l'implication de la droite affairiste dans toutes ses composantes explique que, sur le coup, l'opposition LR n'ait pas exercé son « droit de tirage » au Parlement afin de demander, dès 2014, l'ouverture d'une commission d'enquête. Cette implication explique aussi, au moins en partie, l'inertie des cadres LR face au macronisme.

D'autant que General Electric avait pris soin de mandater parmi ses « conseils » juridiques Claude & Sarközy, la structure associant **Arnaud Claude** et Nicolas Sarközy, lequel s'était précédemment construit une image de « sauveur d'Alstom » lors des campagnes présidentielles de 2007 et de 2012. Une réputation très surfaite puisque Nicolas Sarközy avait simplement tiré les marrons du feu, l'intervention de l'État ayant en fait été préparée entre 2002 et 2004 par **Francis Mer**, son prédécesseur à Bercy (cf. *Ma Vérité sur l'affaire Alstom*, **Mario Monti**, *Le Figaro*, 23 mars 2007).

Notons ici que l'exposition d'**Arnaud Claude** dans le montage d'une coquille *offshore* pour l'acquisition de Dar Gyucy, le palais des Balkany dans la palmeraie de Marrakech (en liaison avec la conseillère consulaire LR **Geneviève Euloge**, également à la manœuvre dans la constitution du montage associant le financier **Guillaume Rambourg** et Emmanuel Macron pour le palais Dar Olfa), ou le fait que la défense médiatique de Nicolas Sarközy ait été assurée par son lieutenant **Olivier Marleix** lors de sa condamnation, en mars 2021, dans l'affaires des écoutes dites **Paul Bismuth** (écoutes caractérisant un « pacte de corruption » selon le terme choisi à dessein par la justice),



ENQUÊTE

constituent le versant ombragé du blocage de la vie politique française induite par l'équilibre des forces entre **Emmanuel Macron** et **Nicolas Sarközy**. Avec pour partie immergée de l'iceberg les nominations d'**Éric Dupond-Moretti** à la Justice et de **Gérald Darmanin** à l'Intérieur, ce *gentlemen's agreement* (si l'on veut rester neutre) s'exprime également par la place primordiale occupée par la maison **Rothschild** dans les carrières d'Emmanuel Macron et de Nicolas Sarközy ainsi que par le rôle de vigie sur leurs vies privées respectives joué par **Michèle Marchand** (*Bestimage*)...

Les cabinets d'avocats d'affaires

Quant aux cabinets d'avocats figurant aux côtés de **Patrick Kron** – pas moins de dix rien que pour **Alstom** selon les travaux de la commission Marleix – outre la présence plus que problématique d'**Hogan Lovells** et de **Steve Immelt** (cf. *F&D* 492) notons celle du cabinet new-yorkais **Weil, Gotshal & Manges** dont le bureau parisien est dirigé par **Claude Serra**, un des principaux avocats d'affaires de la place de Paris en matière de fusions et acquisitions. En 2017, Claude Serra jouera un rôle méconnu dans la campagne d'Emmanuel Macron : « Il y a plusieurs campagnes simultanées. L'officielle, et les plus officieuses. [...] les groupes thématiques rassemblant les experts chargés de plancher sur le programme du candidat sont tous cloisonnés. Une cellule de communication de crise est chargée de produire des notes pour le candidat, une autre se constitue avec plusieurs avocats sous la houlette de Claude Serra » (*Le Grand manipulateur*, **Marc Endeweld**, **Stock**, 2019).

Dans la même veine, **Hugh Bailey**, conseiller pour l'industrie d'Emmanuel Macron à Bercy lors des négociations, puis « conseiller en charge des restructurations et des financements export » lorsqu'une aide de 70,3 millions d'euros sera accordée par l'État à **General Electric** en 2016, deviendra directeur général de **GE France** en avril 2019 (un mois avant l'annonce de la suppression de plus de 1 000 emplois sur le site de Belfort), piétinant les règles les plus élémentaires du service de l'intérêt général et de la déontologie. Pour ce faire, « le pantoufleur de Belfort » (*L'Obs*, 27 juin 2019) a été intégré au corps des administrateurs civils à la faveur d'un décret présidentiel qui lui a permis d'esquiver un passage devant la commission de déontologie des militaires dont il relevait jusque-là.

Parmi les incongruités de l'affaire **Alstom/GE**, l'équipe de **Cleary, Gottlieb, Steen & Hamilton** menée par **Pierre-Yves Chabert** pour conseiller le gouvernement français, comprenait l'avocate **Séverine Schrameck**, fille d'**Olivier Schrameck** et épouse de **Frédéric Rothenburger**, lequel se distinguait en passant avec armes et bagages de conseiller participations de l'État à Bercy à la banque **Lazard Frères** en plein milieu des opérations.

Comme lors de la cession des actifs **Taittinger** à **Barry Sternlicht** (cf. *F&D* 493), l'accord final de vente de la branche énergie d'**Alstom** fut signé dans les locaux de **Bredin Prat**, le principal conseil juridique de **General Electric**. Cependant, **Bredin Prat** semble avoir joué un rôle ambigu comme le suggère l'erreur d'**Arnaud Montebourg** qui lui a attribué un rôle de conseil d'**Alstom** pendant son audition à l'Assemblée nationale : « Nous avons comprimé la discussion finale au moment du conseil d'administration d'**Alstom** [NDA :

représenté par **Orrick Rambaud Martel**], si mes souvenirs sont bons. Je me rappelle avoir attendu sur le trottoir, en bas du cabinet **Bredin Prat**, qui représentait **Alstom**, me semble-t-il, alors que MM. Immelt et Kron m'attendaient en haut : il fallait que les derniers éléments du protocole d'accord, notamment s'agissant de la sanction en matière d'emploi, figurent noir sur blanc – les dirigeants eux-mêmes n'en voulaient pas » (audition du 13 décembre 2017).

Le cabinet **Bredin Prat** que dirige **Didier Martin** (fils d'un cadre de banque, **Gilbert Martin** et de **Denise Bloch**) est considéré comme la référence en matière de fusions et acquisitions, de privatisations et d'offres publiques d'acquisitions. Il est un des deux plus gros cabinets d'avocats d'affaires de la place de Paris avec celui de **Jean-Michel Darrois**, lequel avait été mandaté par **Martin Bouygues** dans le cadre de la vente de ses parts dans **Alstom**. Membres du club **Le Siècle**, Jean-Michel Darrois et Didier Martin appartiennent tous deux au **Club des Juristes**, cercle trop méconnu regroupant *de facto* les membres les plus influents du club **Le Siècle** (dont son président déchu **Olivier Duhamel**).

Aussi méconnu que puissant, **Bredin Prat** fut fondé par **Robert Badinter** (qui a donc fait jusqu'en 1981 l'essentiel de sa carrière comme avocat d'affaires ce qui n'est jamais rappelé) en 1966, l'année de son mariage avec **Élisabeth Bleustein-Blanchet**, la richissime héritière et actionnaire majoritaire de **Publicis**. Le cabinet **Bredin Prat**, Robert Badinter l'a cofondé avec **Jean-Denis Bredin**, né **Jean-Denis Hirsch** (autorisé à changer de nom le 16 mars 1950), académicien et ancien vice-président du Mouvement des radicaux de gauche, décédé le 1^{er} septembre 2021.

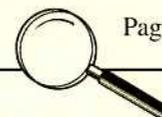
La fille de ce dernier, **Frédérique Bredin**, militante socialiste (tendance **Fabius**) issue de la fameuse promotion **Voltaire** de l'**ENA**, travailla notamment chez **Lagardère Media** aux côtés d'**Édouard Minc**, le fils d'**Alain Minc**, avant d'être promue, en 2013, au conseil d'administration de **France Télévisions** et à la tête du **Centre national du cinéma** (CNC) où elle sera remplacée en 2019 par **Dominique Boutonnat**, grand donateur de la campagne d'Emmanuel Macron, aujourd'hui mis en examen pour agression sexuelle et tentative de viol à la suite d'une plainte déposée par son filleul...

Patrick Kron avant et après Alstom

Pechiney

Avant de succéder, fin 2002, à **Pierre Bilger** à la présidence d'**Alstom**, **Patrick Kron** avait fait l'essentiel de sa carrière chez **Pechiney**. En 1993, cet X-Mines en intègre le comité exécutif, tout en étant envoyé à Chicago par **Jean-Pierre Rodier** pour redresser **American National Can**. Aux États-Unis, il passe deux ans à l'hôtel en célibataire. En 1998, son départ de **Pechiney** coïncide avec le début des manœuvres qui mèneront à la disparition du géant français de l'aluminium. Son absorption par le canadien **Alcan**, réalisée quelques années plus tard sous le patronage de **Rothschild & Cie**, verra naître, au détriment de **Pechiney**, l'actuel **Rio Tinto Alcan**.

Chez **Pechiney**, Patrick Kron dirige diverses divisions, telle que **Péchiney Électrometallurgie**, une filiale marquée par la fermeture, en 2001, du site de Marignac (Haute-Garonne), un fleuron industriel qui était la seule usine de magnésium de



ENQUÊTE

l'Union européenne. C'est lors de son passage chez Pechiney que **Patrick Kron** forme ce qui constituera sa garde rapprochée chez Alstom, avec notamment l'ancien PDG de PSA Jean-Martin Folz (son « mentor » qu'il nommera administrateur d'Alstom), mais aussi **Bruno Poux-Guillaume** dont le fils, **Grégoire**, passé chez McKinsey & Company et CVC Capital, sera promu à la vice-présidence exécutive d'Alstom avant de rejoindre l'équipementier suisse Sulzer en 2015.

À y regarder de plus près, la carrière de Patrick Kron est surdéterminée par deux facteurs imbriqués: la banque Rothschild d'une part, et, d'autre part, des fleurons français en passe d'être bradés à la découpe sous divers prétextes. Avec en arrière-plan son titre de trésorier de la Fondation pour la mémoire de la Shoah et son récit édifiant de la vente d'Alstom au Cercle Abravanel, attestant du caractère éminemment politico-communautariste de son action.

Imerys, LafargeHolcim et le Groupe Bruxelles Lambert

En tirant sur le fil Rothschild, on remarque qu'entre son départ de Pechiney (1998) et son arrivée chez Alstom (2003) Patrick Kron a pris la présidence du directoire du numéro 1 mondial de l'extraction et de la transformation minière Imerys (ex-Imetal), une société fondée par la famille Rothschild et restée dans son giron comme navire amiral du Groupe Bruxelles Lambert. Anciennement Lambert, agent Rothschild, le Groupe Bruxelles Lambert, qui comprend également des participations dans Engie et Total (entre autres), fait office de véhicule des familles Desmarais (Canadiens) et Frère (Belges) depuis la constitution, lors des nationalisations de 1981, de cet attelage par le banquier Gérard Eskenazy via la holding genevoise Pargesa; un attelage pérennisé au sein du Club des Cent au cours des années 1990.

En 2016, une fois son affectation à la présidence d'Alstom arrivée à son terme, Patrick Kron retourne chez Imerys dont il prend la présidence du conseil d'administration en 2019, ce qui lui vaudra d'être auditionné en janvier 2020 par l'Agence française anticorruption dans le cadre des activités d'Imerys en Afghanistan, l'extraction minière y constituant une des principales sources de financement des talibans. Sur cette affaire, à mettre en relation avec le financement de l'État islamique par LafargeHolcim (une autre société du portefeuille du Groupe Bruxelles Lambert...), on consultera notamment *Comment Imerys se fournit en talc au pays des talibans* (Le Monde, 14 février 2017) et *Imerys dans le viseur de l'Agence française anticorruption* (challenges.fr, 16 janvier 2020).

Poursuivant sur sa lancée, Patrick Kron intègre en 2017 le conseil d'administration de LafargeHolcim, à l'issue du soi-disant « mariage entre égaux » (encore un...) piloté par Rothschild & Cie et Zaoui & Co ayant débouché sur le passage sous pavillon suisse du français Lafarge, numéro 1 mondial du ciment jusque-là. Chez LafargeHolcim, Kron retrouve l'ancien directeur juridique d'Alstom, **Keith Carr** dont nous avons souligné le rôle pour le moins suspect dans l'arrestation de **Frédéric Pierucci**. Keith Carr intègre cette fois le comité exécutif de LafargeHolcim en janvier 2019 comme directeur de la *compliance*, c'est-à-dire le service juridique (cf. *La Belle vie des fossoyeurs d'Alstom*, Marianne, 26 septembre 2019).

Dans le scandale Alstom/GE, Imerys apparaît encore comme le trait d'union entre Patrick Kron et **Jérôme Péresse**. Chez Imerys, ce dernier a grimpé un à un les échelons, de la direction de la stratégie (1999) jusqu'à la direction générale déléguée (2008-2011) avant d'être propulsé par Patrick Kron à la vice-présidence exécutive d'Alstom en 2011. Ayant joué un rôle central pendant l'offensive de GE, l'époux de la présidente du conseil régional d'Île-de-France et candidate à l'investiture LR **Valérie Péresse**, sera intronisé CEO (directeur général) de GE Renewable Energy en 2015, une fois les opérations arrivées à leur terme.

Les bénéficiaires tirés par **Nicolas Sarközy** mais aussi par les entourages les plus proches de **Xavier Bertrand** et de Valérie Péresse lors des opérations posent à nouveau la question du rôle du « pacte de corruption » comme ciment du blocage politique actuel, et notamment d'un partage implicite du pouvoir depuis lors entre La République en marche (c'est-à-dire, *in fine*, une conservation de nombre de places fortes par l'« État-PS ») et Les Républicains (conservation de l'échelon local, au travers des régions notamment).

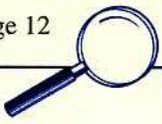
« Patrick et **Françoise Kron** sont également très proches des époux Woerth. Sa femme est devenue actionnaire en 2008 de l'Écurie Dam's, société créée par **Florence Woerth**, qui fait concourir des chevaux de courses. Pour diriger les affaires publiques d'Alstom, son PDG a embauché **Maurice Benassayag**, un historique de la Mitterrandie qui l'a introduit auprès du président Hollande. Il est également conseillé par l'ex-Premier ministre **Dominique de Villepin** » (Le Point, 8 mai 2014).

Et quand, le 27 janvier 2016, Patrick Kron, propriétaire sur l'avenue Foch, fête son pot de départ au Demory, le bar à bières de la rue Quincampoix tenu par son fils **Jonathan Kron** dans le Marais de Paris (les lesbiennes du Troisième Lieu qui squattaient les locaux depuis des lustres avaient été priées de déguerpir *manu militari*...), L'Obs (3 mars 2016) note, parmi la centaine d'invités, la présence de **Martin Bouygues**, de **Grégoire Chertok**, mais aussi celle de **François Fillon**, « son ami de trente ans ».

En plus des 10,5 millions d'euros provisionnés pour sa « retraite chapeau » et des 6,6 millions d'euros empochés pour 2015 (une des plus grosses rémunérations du CAC40), Patrick Kron se verra octroyer par le conseil d'administration d'Alstom un bonus de 150 000 actions, soit 4 millions d'euros qu'il touchera en cash une fois le rachat bouclé en juin 2015. Et ce « pour avoir assuré un avenir pérenne à Alstom Énergie »...

Truffle Capital et les « Big Pharma » en amont du Covid-19

En novembre 2016, voilà Patrick Kron muté à la tête de Truffle Capital en remplacement d'**Henri Moulard**, lequel s'imagina à l'époque en vrai pilote de la « fusée Macron » aux côtés d'**Henry Hermand** et de **Jean Peyrelevade**. Survenue le 8 novembre 2016 dans les heures ayant suivi le décès d'Henry Hermand et une semaine avant l'annonce de la candidature d'**Emmanuel Macron**, la nomination de Patrick Kron à la tête de Truffle Capital intervient donc parallèlement à la mise à l'écart de ce qui apparaît alors comme le premier cercle d'**Emmanuel Macron**.



ENQUÊTE



Il faut dire qu'en cet automne 2016, **Jean Peyrelevade**, ancien chargé des nationalisations au cabinet de **Pierre Mauroy** vient de démystifier publiquement la légende victimaire de la nationalisation de la banque **Rothschild** en 1981 : « Financièrement, la nationalisation a été une bénédiction pour la famille **Rothschild**. De l'ordre de 500 millions de francs d'indemnisation alors que la banque ne valait plus que zéro » (*Rothschild, le pouvoir d'un nom, France 2, 2 décembre 2016*). De quoi battre définitivement en brèche la tragi-comédie savamment entretenue depuis qu'il y a quarante ans avait été édictée la formule *Juif sous Pétain, paria sous Mitterrand* (*Le Monde, 30 octobre 1981*) par **Guy de Rothschild**, dont le « bras droit » au **Fonds social juif unifié**, **Jacques Attali** venait pourtant de rejoindre l'Élysée.

Chez **Truffle Capital**, les nouvelles fonctions de **Patrick Kron** s'inscrivent dans le passage au *Great Reset*, **Truffle Capital** intervenant essentiellement dans les biotechnologies appliquées à la santé, secteur évidemment grassement subventionné par la commission de Bruxelles via l'**European Innovation Council** (10 milliards d'euros de budget pour la période 2021-2027). Dans l'équipe de Patrick Kron chez **Truffle Capital**, figure notamment, au titre de **BioMedTech**, **Karine Lacombe**, chef du service des maladies infectieuses à l'**Hôpital Saint-Antoine** à Paris (AP-HP) et porte-parole médiatique des grands laboratoires pharmaceutiques dans leur offensive contre le professeur **Didier Raoult** pendant la crise du Covid-19. Du point de vue opérationnel, l'équipe de **Truffle Capital** est dirigée par l'ancien président de **France Biotech** **Philippe Pouletty** qui souffre dans le milieu d'une réputation épouvantable, ayant notamment été poursuivi à la fin des années 1990 pour violation de brevets par le laboratoire suisse **Novartis** (on consultera *Quand le cerveau de Carmat, Philippe Pouletty, embrouillait l'autorité sanitaire pour vendre un médoc en toc, deontofi.com, 29 juin 2016*).

Avec **Grégoire Chertok**, Philippe Pouletty a notamment cosigné pour le **Conseil d'analyse économique** un rapport sur le financement des PME (*La Documentation française, 2009*). Cette proximité entre Pouletty et Chertok explique par exemple l'embauche chez **Rothschild & Co** (2017) puis chez **Truffle Capital** (2018) de **François-Xavier Copé**, l'aîné des fils de **Jean-François Copé**, qui s'essaie depuis au capital-risque à la tête de **First Bridge Ventures**.

Rappelons que les noms de Jean-François Copé et de Grégoire Chertok étaient apparus en 2009 dans la documentation adressée aux clients de **Lutetia Capital**, la discrète société de gestion d'actifs et d'arbitrage en fusions et acquisitions dirigée par **Fabrice Seiman** (*Young Global Leader* du **Forum de Davos** en 2007) dont le comité consultatif (*advisory board*) comprenait, outre Copé et Chertok : **Klaus Schwab** (**Forum économique mondial**), **Yannick Bolloré** (**Havas**), **Jeffrey Rosen** (**Lazard**), le diplomate **François Bujon de l'Estang**

(administrateur de la **French-American Foundation**, membre du comité exécutif de la **Commission Trilatérale**) mais aussi le banquier **Bertrand Badré**, **Amaury de Sèze** (pilier du **Club des Cent**, administrateur du **Groupe Bruxelles Lambert**, de **Pargesa**, de **Suez Environnement**, d'**Imérys**, membre du conseil de surveillance de **Publicis Groupe**, etc.) et **Jean-Bernard Lévy**, l'actuel PDG d'**EDF**.

Pour se familiariser avec l'industrie pharmaceutique, Patrick Kron avait rejoint, dès 2014, le conseil d'administration de **Sanofi** (il en préside toujours le comité des rémunérations), le « Big Pharma » présidé par **Serge Weinberg**, lieutenant de **David de Rothschild** et discret moteur de l'« ascension programmée » d'**Emmanuel Macron**, au moins depuis la **Commission Attali**.

Signe qui ne trompe pas, Emmanuel Macron défendra bec et ongles Serge Weinberg face à **Élise Lucet** (cf. *Quand les actionnaires s'en prennent à nos emplois, France 2, 3 mars 2015*) avant de l'élever au grade de grand commandeur de la Légion d'honneur dans la promotion du 1^{er} janvier 2020, la même que Grégoire Chertok, **Christian Dargnat** ou encore **Jean-François Cirelli**, membre du **Club des Cent**, actuel président de **BlackRock France** qui fut notamment le PDG de **GDF** lors de la fusion avec **Suez** en 2008 (fusion ayant réuni à l'époque **Michaël Zaoui**, Grégoire Chertok, **Thierry Varène**, **Jean-Michel Darrois**, **François Sureau**, etc.).

De même que le deal **Nestlé/Pfizer** de 2012, les réaffectations de Patrick Kron et de Serge Weinberg à des postes clefs de l'industrie pharmaceutique en amont de la « pandémie » de Covid-19 (qui est, rappelons-le, avant tout une opération politique comme l'assume crânement Klaus Schwab avec son *Great Reset*), ne sont pas étrangères à la réception exceptionnelle du **Dolder Club**, organisée le 9 juillet 2018 par Emmanuel Macron à l'Élysée. Groupe ultrasécret regroupant 25 dirigeants du « Big Pharma », le **Dolder Club** reste largement méconnu. Émanation de la **Fédération internationale des fabricants pharmaceutiques** (**Federation of Pharmaceutical Manufacturers & Associations, IFPMA**), organisme basé à Genève, le **Dolder Club** est présidé par l'ancien patron du géant pharmaceutique **Pfizer Ian Read**. **Sanofi** y est représenté depuis une trentaine d'années par son président d'honneur **Jean-François Dehecq**. Peu d'éléments sont disponibles au sujet du **Dolder Club**, sinon qu'il tire son nom de l'hôtel de luxe zurichois où ses membres commencèrent à se réunir dans les années 1970. Ses réunions sont calquées sur le modèle de celles du **Groupe Bilderberg** (mais aucune liste des membres n'est fournie à la presse) et les échanges sont régis par la règle de **Chatham House** (non-publicité des débats). Comme pour tant d'autres épisodes de son parcours pour le moins singulier, Emmanuel Macron n'a jamais été interrogé par la presse sur cette réunion étrangement prémonitoire du **Dolder Club** à l'Élysée...

http://fr.wikipedia.org/wiki/Trofim_Lyssenko

Sommaire

Trofim Lyssenko

Trofim Denissovitch Lyssenko (en russe : Трофим Денисович Лысенко) est un technicien agricole soviétique, né le 29 septembre 1898 à Karlivka (aujourd'hui en Ukraine) et mort le 20 novembre 1976 à Kiev.

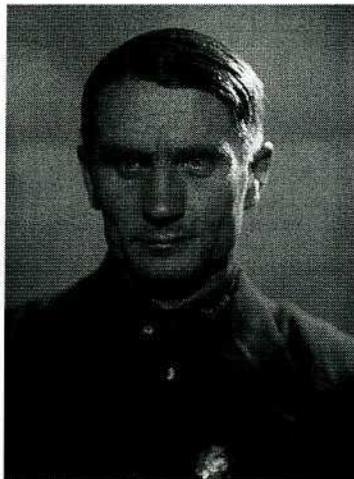
Il est à l'origine d'une théorie génétique pseudo-scientifique, la « génétique mitchourinienne », qu'il promeut pendant la période stalinienne en Union soviétique, où elle accède en 1948 au rang de théorie officielle exclusive, opposée à une « science bourgeoise », fausse par essence.

Les théories scientifiques autres que celle de « l'hérédité acquise par l'environnement » — de Lyssenko — deviennent alors formellement interdites en Union soviétique. L'enseignement des travaux de Gregor Mendel, de Morgan et des autres généticiens sur la théorie chromosomique de l'hérédité est prohibé, les laboratoires de génétique sont fermés et les chercheurs ayant survécu aux purges d'avant-guerre sont limogés. Des centaines, voire des milliers d'autres sont emprisonnés et plusieurs sont condamnés à mort, dont le botaniste Nikolai Vavilov.

Les travaux de Lyssenko dans le domaine de l'agriculture lui valent le titre de « héros de l'Union soviétique » et lui permettent de dominer la recherche biologique en URSS, jusqu'à son discrédit dans les années 1960. Bien que Lyssenko soit resté à son poste à l'Institut de génétique jusqu'en 1965, son influence sur la pratique agricole soviétique a commencé à décliner après la mort de Staline en 1953.

Par la suite, le terme « lyssenkisme » désigne par extension une science corrompue par l'idéologie, où les faits sont dissimulés ou interprétés de manière scientifiquement erronée.

Trofim Lyssenko



Trofim Lyssenko en 1938.

Fonction	
Parlementaire du Soviet suprême de l'Union soviétique	
Biographie	
Naissance	17 septembre 1898 <div>Karlivka</div>
Décès	20 novembre 1976 (à 78 ans) <div>Kiev</div>
Sépulture	Cimetière de Kountsevo
Nom dans la langue maternelle	Трохим Денисович Лисенко
Nationalités	Soviétique <div>République socialiste soviétique d'Ukraine</div>
Formation	National University of Life and Environmental Sciences of Ukraine ^(en) <div>Université nationale Taras-</div>

Biographie

Jeunesse

Ascension académique et officielle

Ascension : 1927-1948

Acmé : 1948-1953

Maintien moins exclusif sous Khrouchtchev

Effacement après 1964

Domaines d'actions expérimentales et agronomiques

Sélection végétale

Vernalisation

Sylviculture

Pomme de terre

Blé ramifié

Greffage et hybrides végétatifs

Création d'espèces végétales nouvelles

Fertilisation

Lyssenko et Vavilov

Doctrine de Lyssenko sur la génétique

Positions concernant Lamarck

Positions concernant Darwin

Positions concernant Mendel, Weismann et Morgan

L'affaire Lyssenko

Officialisation du lyssenkisme en URSS

Lyssenkisme et théorie des deux sciences

Réception dans les autres pays

Les États satellites

France

Belgique

Grande-Bretagne

Italie

États-Unis

Inde

Explications du phénomène

Lyssenko et Staline

Lyssenko et matérialisme dialectique

Voir aussi

Activités

Chevtchenko de Kiev

Uman National University of Horticulture ^(d) (jusqu'en 1921)

Biologiste, généticien, botaniste, inventeur, homme politique

Autres informations

Membre de Académie des sciences de Russie

Académie bulgare des sciences

Académie des sciences de l'URSS ^(en)

Comité central de l'Union soviétique ^(en)

Distinctions Prix Staline (1941)

Prix Staline (1943)

Prix Staline (1949)

Liste détaillée [afficher]

Bibliographie

Livres et article de Lyssenko

Livres et article sur Lyssenko

Film sur Lyssenko

Articles connexes

Liens externes

Bases de données et notices

Notes et références

Biographie

Jeunesse

Lyssenko (en graphie anglaise Lysenko) est né de Denis et Oksana Lyssenko, couple de paysans ukrainiens. Trofim a un frère, Pavel (qui va émigrer vers l'Occident dans les années 1950). On lui connaît aussi une sœur.

Il apprend à lire et à écrire à l'âge de 13 ans ; en 1913, il intègre l'école élémentaire d'horticulture de Poltava¹.

De 1917 à 1921, il suit une formation de jardinier à Uman en Ukraine ; cela l'amène à suivre en 1920 un stage d'un mois sur la betterave. De 1921 à 1925, il suit des cours par correspondance auprès de l'institut d'agriculture de Kiev tout en travaillant à la station de sélection végétale de Belaya Tserkov ; en 1922, il y devient assistant-chercheur². Cette station jouit alors d'une très bonne réputation, notamment du fait de la présence du généticien Grigorij A. Levitsky¹.

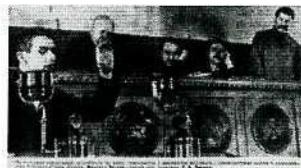
En 1925, désormais agronome, il travaille à la station de sélection végétale de Gandzha en Azerbaïdjan ; d'abord occupé à l'amélioration des sols, il s'intéresse rapidement à l'effet des températures sur les cultures, comme en témoigne une première publication en 1928². Praticien, il démontre en 1927, en Azerbaïdjan, qu'on peut transformer une terre agricole en prairie et économiser du fourrage. Cette réalisation lui vaut une certaine publicité dans la *Pravda*³.

En 1929, il rejoint l'institut de génétique d'Odessa, dans lequel il est chercheur, puis chef de laboratoire².

Ascension académique et officielle

En 1928, Trofim Lyssenko affirme avoir développé une technique agricole, appelée « vernalisation », qui triplerait ou quadruplerait le rendement agricole du blé en exposant les semences de ce dernier à une forte humidité et à une faible température⁴. Lyssenko, l'Académie des sciences soviétique, la nomenclatura et ses relais dans le reste du monde depuis les années 1930 jusqu'à la chute de Nikita Khrouchtchev en 1964 avec lui, croient que la nature des plantes peut être modifiée par les conditions du milieu.

Dans les années 1930, l'agriculture de l'URSS est en crise à la suite des réquisitions massives, de



Lyssenko s'exprimant au Kremlin en 1935, en présence de Stanislav Kossior, Anastase Mikoïan, Andreï Andreïev et Staline.

la collectivisation forcée, des famines qui en découlent — dont le Holodomor en Ukraine — et du passage brutal d'une économie agricole de subsistance (liée à la « nouvelle politique économique » de Lénine), à une agriculture en kolkhozes visant à approvisionner en priorité les grandes villes et surtout les combinats géants d'industrie lourde. Souffrant de disette chronique, les Soviétiques cherchent désespérément une solution au manque de nourriture, car en réalité la « vernalisation » de Lyssenko ne permet, au mieux, qu'une augmentation marginale ou sporadique des rendements agricoles. Magnifiée par la propagande soviétique, elle fait cependant de Trofim Lyssenko une personnalité majeure de l'agriculture soviétique : il est présenté comme un paysan génial ayant inventé une technique agricole révolutionnaire. En février 1938, un décret du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS nomme Lyssenko à la tête de l'académie Lénine des sciences agronomiques⁵.

Propagandiste volubile du régime soviétique et du marxisme-léninisme, Lyssenko grimpe les échelons du pouvoir soviétique et, rompant avec le scepticisme rationnel et avec la méthode expérimentale, dénonce comme « contre-révolutionnaires » les généticiens scientifiques qui osaient discuter ses postulats. Ainsi, les exégètes de Mendel furent désignés comme « ennemis du peuple soviétique⁶ ». Lyssenko entend « appliquer la dialectique marxiste aux sciences de la nature » et, inversement, démontrer par les sciences naturelles la validité de la méthode dialectique⁷. Bénéficiant du soutien de Staline, il gagne encore en influence et élimine sans états d'âme ses adversaires, jugés comme « saboteurs » puis déportés dans les camps du Goulag.

Ascension : 1927-1948

En août 1927, un article dans la *Pravda* d'un journaliste alors bien connu, Fedorovitch, attire l'attention sur le travail de Lyssenko par ailleurs qualifié de « professeur aux pieds nus »^{3,8,9}.

En 1928 et en 1929, Lyssenko publie ses premiers articles sur la « vernalisation ». Avec Doulgachine, son disciple, il présente une communication lors du Congrès de sélection d'élevage et d'agriculture qui se réunit à Leningrad en janvier 1929. Ce congrès est présidé par Nikolai Vavilov ; près de trois cents communications de savants soviétiques ou étrangers y sont lues. Le mémoire de Lyssenko et Dolgouchine (?) y passe à peu près inaperçu. Sa méthode y est cependant critiquée tout comme sa prétention à avoir rapporté une importante découverte. De plus, le quotidien *Leningradskaya Pravda* du 16 janvier, commentant la séance plénière de la veille, fait une manchette élogieuse sur la communication de Maximov : celui-ci y présentait le même phénomène que celui étudié par Lyssenko, « mais à un niveau scientifique plus élevé et en faisant l'historique assez complet des nombreux travaux antérieurs accomplis dans cette voie ». Le journal ne fait aucune mention du nom de Lyssenko⁹. Les critiques que Maximov/Maksimov (?) adresse pendant le congrès à Lyssenko — sur la personnalité duquel il avait eu l'occasion de se prononcer défavorablement deux ans auparavant — restent amicales : s'il reconnaît un intérêt à certaines de ses expérimentations, il en critique la théorisation¹⁰.

À la suite du Congrès, Lyssenko, aidé par son père, mène une expérience de vernalisation avec du blé d'hiver qui, l'été venu, fait l'admiration de la communauté paysanne locale selon la presse⁸.

En contrepoint à ce « battage médiatique », Maksimov tente de faire valoir l'antériorité et le sérieux de son travail dans un article publié le 29 novembre 1929 dans la *Selskolkozyastevanaya Gazeta*. Un an plus tard, il produira encore une analyse détaillée des travaux de Lyssenko (*Trudy po Prikladnoy Botanike, Genetike i Seleksii* (1930), vol. XXIV⁹).

Cette même année 1929 est lancé le programme de collectivisation alors que, par ailleurs, est créée l'académie Lénine des sciences agronomiques (en) avec Vavilov comme premier dirigeant.

En 1930, soutenu par Staline lui-même, Lyssenko est fait héros de l'Union soviétique¹¹.

En 1934, Lyssenko est admis à l'Académie des sciences d'Ukraine¹². La même année, il devient directeur scientifique de l'institut de sélection et de génétique d'Odessa². Appuyé par le parti communiste, il fonde un magazine et attaque les biologistes « mendéliens ».

Le 15 février 1935, la *Pravda* relate des propos tenus par Lyssenko devant le Deuxième Congrès des paysans kolkhoziens de choc tenu en présence de Staline : « Pour défendre la vernalisation dans les différentes discussions que nous avons eues avec ces prétendus savants, pour imposer son application, il a fallu ne pas hésiter à verser le sang, à porter des coups. Dites-moi, camarades, sur le front de la vernalisation ne s'agit-il pas toujours de lutte de classe ? »¹³.

Le 4 juin 1935, il est nommé membre actif de l'académie Lénine des sciences agronomiques — également désignée par l'acronyme russe VASKhNIL — le jour même où Vavilov doit en abandonner la présidence¹⁴. Cette même année 1935, il est fait membre du Soviet suprême de l'Union soviétique².

Mitchourine meurt le 7 juin.

En août sort le premier numéro de *Yarovizatsiia* ; ce bimensuel paraît jusqu'en 1941 ; Lyssenko en est le rédacteur en chef, et Isaak Prezent le rédacteur en chef adjoint ; il va reparaitre après-guerre sous le titre *Agrobiologiia* (cette publication ne doit pas être confondue avec le recueil d'articles de Lyssenko publié sous ce même titre — lors de six rééditions — de 1943 à 1952)¹⁵.

En 1936, Lyssenko est nommé directeur de l'Institut de génétique et de reproduction des végétaux d'Odessa après l'arrestation de Andrii A. Sapegin/Sapehin, qui dirigeait jusqu'alors cet institut² ; il entre également à l'Académie des sciences de l'URSS¹⁶. En 1936, Konstantinov, Lisitsyn et Kostov, d'éminents agronomes publient un article exprimant des réserves et des interrogations quant à l'efficacité agronomique de la vernalisation ; Lyssenko y répond en 1937 dans un article plein d'invectives, où il ne reprend que les exemples d'expériences ayant réussi¹⁷.

Du 19 au 27 décembre 1936 se tient à Moscou la 4^e session de VASKhNIL¹⁵. C'est lors de ce congrès de génétique et de sélection végétale que Lyssenko apparaît comme le leader d'une école opposée à la génétique classique mendélienne. Les discussions y ont surtout porté sur des aspects théoriques, méthodologiques et philosophiques ; les principes de la génétique classiques furent qualifiés d'idéalistes ou de mécanicistes ; Vavilov, Muller et Serebrovskii endurent le reproche de s'écarter du vrai matérialisme dialectique ; Muller comment le « faux-pas » d'aborder la question de l'eugénisme¹⁷. Lyssenko y présente un rapport intitulé « Deux tendances dans la génétique » qui représente d'après Buican « un des premiers actes de guerre totale contre la génétique classique »¹³.

Plusieurs biologistes critiqués par Lyssenko finiront en prison lors des Grandes Purges, ce qui conduit à l'annulation du Congrès international de génétique de Moscou prévu en 1937.

En 1937, dans le sillage du discours de Staline devant le Comité central du parti communiste-bolchevik, discours qui appelle à « liquider les trotskistes et les traîtres », la revue *Yarovizatsiia* mène une campagne contre les généticiens opposés au lyssenkisme — notamment Ouranovski et Izrail' Agol — en les qualifiant à l'occasion de trotskistes et en les assimilant à des « ennemis du peuple »¹³.

Le 28 février 1938, un décret du Conseil des commissaires du peuple de l'URSS nomme Lyssenko à la tête de l'Académie Lénine des sciences agronomiques (VASKhNIL) de l'URSS¹⁶ après l'arrestation, le 11 août 1937, de G. K. Meister qui présidait jusqu'alors cette académie^{2,18}. Élu membre actif de l'Académie des sciences soviétiques en 1939, il est nommé membre du

praesidium de l'académie, et accède au poste de directeur de l'institut de génétique de l'Académie des sciences en 1940, après l'arrestation de Nicolas Vavilov, le premier directeur².

Entre la fin des années 1930 et des années 1940, paraissent les volumineux traités d'Ivan Schmalhausen et d'Efim Lukin qui sont considérés comme des contributions soviétiques à la théorie synthétique¹⁹.

En 1939, le magazine *Sous la bannière du marxisme* organise un débat destiné, sous l'arbitrage de Mîtin, à établir un consensus entre les deux théories qui s'affrontent.

Andreï Kolmogorov, mathématicien soviétique, publie en 1940 un article critiquant l'interprétation des expériences menées par un élève de Lyssenko²⁰. Dans un article paru en 1939, Ermolaeva²¹ résumant et analysant les résultats d'expériences qui reprenaient en partie certaines de celles conduites par Gregor Mendel, concluait que les lois de Mendel n'étaient pas vérifiées. Appliquant aux données d'Ermolaeva le test d'hypothèse statistique qu'il a conçu, Kolmogorov montre au contraire que ces expériences confirment les lois de Mendel. Réexaminant en 2011 la démonstration de Kolmogorov, Stark et Seneta notent toutefois qu'elle peinait à rendre compte de certaines variations statistiques et suggèrent qu'à l'époque, vu l'état de la science génétique, il aurait pu être opportun de recommencer de façon plus contrôlée ces expériences²². Le fond de la pensée de Kolmogorov était que les expériences dont rendait compte l'article d'Ermolaeva étaient falsifiées ; il s'abstint d'exprimer ce jugement car dans la même revue publiant son travail paraissait déjà un article de généticiens mendéliens²³.

En 1943, Lyssenko publie son maître livre, *Agrobiologie*, ainsi qu'un pamphlet. C'est ce dernier qui sera traduit en anglais en 1946 sous le titre *Heredity and its Variability*²⁴.

En 1945, l'ascension de Lyssenko, coqueluche scientifique de Staline, semble infinie. Il a été récompensé huit fois de l'ordre de Lénine, est conseiller auprès du Soviet suprême, directeur de l'institut génétique de l'Académie des sciences d'URSS²⁵. Il est distingué comme héros du travail socialiste en juin 1945²⁴.

En juin 1945 dans le sillage de la victoire du 8 mai et pour célébrer le 220^e anniversaire de la création de l'Académie des sciences par Pierre le Grand, une centaine de scientifiques étrangers (dont Pierre-Paul Grassé) sont invités. Le frère de Vavilov, Sergueï, un brillant physicien, assiste à cet anniversaire (le 17 juillet, Staline nommera celui-ci à la tête de l'Académie des sciences, ce qui est alors interprété comme le signe de la fin des persécutions)²⁶.

En juin 1945 Anton Romanovitch Zhebrak²⁷ de l'Académie Timiryazev d'agriculture de Moscou, soutenu par deux membres du Bureau Politique, critique avec modération les théories de Lyssenko dans un article intitulé *Soviet Biology* publié dans la revue américaine *Science*²⁸.

En 1945, Eric Ashby (en), botaniste britannique conseiller auprès de la légation australienne de Moscou, croit déceler une perte de crédibilité des thèses de Lyssenko auprès des biologistes soviétiques. Robert C. Cook (en) rappelle toutefois le soutien apporté alors à Lyssenko par Malenkov et l'appareil du parti communiste. Entre fin 1947 début 1948, des articles dans la *Pravda* laissent entrevoir d'éventuels bouleversements institutionnels et idéologiques dans le domaine de la génétique²⁴.

En 1946, le présidium de l'Académie des sciences propose la création d'un institut spécial de génétique qui fasse pendant à celui dirigé par Lyssenko¹³.

Au printemps 1948, Lyssenko écrit à Staline pour lui demander son soutien ; au même moment, il prétend pouvoir augmenter considérablement le rendement de la culture du blé grâce à une variété de blé ramifié².

Acmé : 1948-1953

En juillet 1948, trente-cinq nouveaux académiciens, tous partisans de Lyssenko, sont nommés par le Conseil des ministres (et non élus en séance plénière, à bulletin secret, comme le stipule le règlement). Lyssenko dispose ainsi d'une confortable majorité à VASKhNIL¹⁴.

Début août 1948 se tient à Moscou la session Pansoviétique de l'Académie d'Agronomie de l'URSS (Académie Lénine) dont les travaux sont très largement repris par la *Pravda*. La conférence débute par un rapport inaugural de Lyssenko sur l'« état de la science biologique ». Les débats, qui forment un livre de 536 pages, sont sanctionnés par une résolution du praesidium de l'Académie des sciences d'URSS. Iouri Jdanov doit faire paraître une autocritique avouant avoir commis une faute en critiquant les idées de Lyssenko²⁹.

En 1948, Lyssenko devient chef du département de la sélection céréalière de l'Académie agricole Timiryazev de Moscou (en) — après le limogeage de Anton Romanovitch Jebrak, jusqu'alors chef du département de génétique et de sélection végétale dans cette institution (et conseiller officieux de Iouri Jdanov)^{30,2}. En pleine guerre froide, il se fait l'ardent promoteur de la « théorie des deux sciences » : la « science bourgeoise », fausse par essence, et la vraie science, la « science prolétarienne », théorie qui permet à Staline de justifier la poursuite de ses purges dans le monde scientifique et intellectuel³¹.

« De 1948 à 1952, le pouvoir de Lyssenko fut absolu : aucune de ses décisions ne fut contestée, aucune de ses thèses critiquée³². »

L'un des rares domaines échappant à l'influence du lyssenkisme fut celui de l'énergie atomique. Afin de briser la suprématie américaine et de rattraper le retard accumulé, Staline donna carte blanche aux directions scientifiques qui avaient toute liberté pour embaucher qui elles voulaient sur quelque projet de recherche que ce soit ; c'est ainsi que Nikolaï Timoffeef-Resovsky fut sorti de prison, plus ou moins bien soigné, et incité à reprendre son travail sur l'effet biologique des radiations³³.

Le 20 juin 1950 paraît dans la *Pravda* un article, signé de Staline lui-même, intitulé *Le marxisme et les problèmes de linguistique*. Le linguiste Nicolas Marr (décédé depuis 16 années) et sa pensée, qui avaient jusqu'alors reçu le soutien officiel du régime, y sont ridiculisés et condamnés. L'article affirme que « la science ne peut exister sans discussion ». Par cette intervention personnelle et revendiquée, Staline met paradoxalement fin au débat sur la linguistique qui s'était développé dans la presse³⁴.

De 1951 jusqu'à 1955, le *Journal Botanique/ Botanitchevsky Journal* et le *Bulletin de la société moscovite des naturalistes* — une des plus prestigieuses sociétés scientifiques soviétiques — publient des articles de Vladimir Soukatchev attaquant les travaux de Lyssenko³⁵.

En 1952, Tourbine et Ivanov, pourtant partisans de Lyssenko, critiquent dans le *Botanitchevsky Journal* la transformation des espèces par « bond dialectique » prônée par Lyssenko¹³.

Fin 1952, à la suite de l'échec patent de la campagne d'afforestation, quelques critiques sont émises publiquement à l'encontre de Lyssenko, quelques-uns de ses adversaires sont nommés à des postes de responsabilité, les journaux cessent d'écrire des articles à sa gloire et son nom est parfois dissocié de ceux exemplifiant les succès de l'agriculture soviétique¹⁴.

Cependant en 1950, Staline condamne dans un opuscule linguistique la distinction entre science bourgeoise et science prolétarienne de Lyssenko. Les thèses de Lyssenko sont ensuite remises ponctuellement en cause dans les années 1950, notamment à la suite du décès de Staline le 5 mars 1953³⁶. Mais il est pris sous l'aile de Nikita Khrouchtchev. Toute critique des théories

lyssenkistes est alors impossible en URSS jusqu'à la chute de Khrouchtchev en 1964.

À l'occasion de la mort de Staline Lyssenko écrit un article dans la *Pravda* dans lequel il fait savoir que Staline lui-même rectifia le brouillon de son rapport « Sur la situation de la science biologique » et lui donna des conseils sur la façon de s'exprimer¹³.

Maintien moins exclusif sous Khrouchtchev

Sous Khrouchtchev, une plus grande liberté est accordée à la recherche scientifique, que ce soit pour les sciences physiques et mathématiques, mais aussi — à un moindre degré cependant — pour la biologie. La recherche génétique classique peut redémarrer de façon officielle sous le patronage de Nikolaï Doubinine. La génétique lyssenkoïste et la génétique mendélienne peuvent coexister en URSS sans toutefois communiquer entre elles. En revanche, pour ce qui est des contacts avec l'étranger, ce sont encore les lyssenkistes qui en ont le monopole (ainsi lors du congrès international de génétique de Montréal de 1958 et encore lors de celui de La Hague en 1963, les délégations soviétiques sont composées exclusivement de lyssenkistes)³⁷.

En 1954, Khrouchtchev lance la campagne des terres vierges ; Lyssenko y est associé.

En 1955, 249 biologistes adressent une lettre au Comité central du parti dénonçant les actions de Lyssenko et appelant à la réintégration de la génétique mendélienne dans la formation et la recherche. Ils sont soutenus par des physiciens et des chimistes (notamment par Igor Tamm, Lev Landau, Piotr Kapitsa, Nikolaï Semionov et Andreï Sakharov). En 1956, la situation un temps incertaine s'éclaircit quand les journaux annoncent laconiquement que Lyssenko a été relevé de ses fonctions de président, et ce, à sa propre demande¹⁴. Lobanov succède à Lyssenko. Fin 1955, une pétition signée par plus de trois cents savants demande l'éviction de Lyssenko de la présidence de l'Académie Lénine des sciences agricoles ainsi que la révocation d'Oparine de son poste de secrétaire de la section de biologie de l'Académie des sciences¹³.

C'est en 1955 également que Vavilov est réhabilité à titre posthume³⁸.

Fin décembre 1958, à la session plénière du comité central du parti communiste de l'URSS, Lyssenko défend ses positions avec succès : la rédaction du *Journal de Botanique* est démantelée et remplacée par des lyssenkistes qui réinvestissent également la section de biologie de l'Académie des sciences¹³.

En 1958, il est décoré pour la septième fois de l'Ordre de Lénine « en récompense des grands services rendus à l'agriculture et de l'assistance pratique à la production »¹⁴.

Les lyssenkistes interdisent au dernier moment aux généticiens soviétiques de participer au congrès international de génétique de Montréal de 1958¹³.

En 1961, il reprend des fonctions à Académie Lénine des sciences agronomiques (en), malgré les véhémentes protestations du milieu scientifique¹⁴.

Devant l'Académie des sciences agricoles Lénine, Lyssenko déclare en 1961 avoir obtenu du lait de vache d'une teneur en matière grasse extraordinaire. Buican écrit qu'il est difficile de discerner ce que Lyssenko considère lui-même avoir obtenu par le croisement de races soviétiques de vaches avec des taureaux étrangers de Jersey¹³.

En mai 1962, le praesidium de l'Académie des sciences de l'URSS organise un colloque sur la biologie moléculaire. Une commission est chargée d'évaluer les travaux effectués dans les instituts de recherche. Le 10 juillet 1962, cette commission émet — à la quasi unanimité — un avis négatif sur le niveau de recherche et sur la gestion de l'institut de Lyssenko à Leninskie

Gorki ; cependant, sur ordre politique, la commission est dissoute et les documents rassemblés pour établir son avis mis sous séquestre¹³.

Le 28 janvier 1963, Lyssenko réagit à cette attaque par la publication dans les deux principaux journaux soviétiques — la *Pravda* et *Izvestia* — d'un long article réaffirmant ses positions ; celles-ci sont également soutenues par l'Académie Lénine des sciences agricoles en mars 1963 ; deux prix Lénine seront décernés cette même année à des partisans de Lyssenko¹³.

En 1964, Andreï Sakharov s'oppose à l'élection de Nikolai Nuzhdin/Noujdine — un allié de Lyssenko — à l'Académie des sciences d'URSS ; 126 académiciens sur 150 votent contre la candidature de Noudjine, un camouflet pour Khrouchtchev, qui prépare alors un projet de réforme de l'Académie, qu'il n'aura pas le temps toutefois de mettre en œuvre¹⁴.

Effacement après 1964

Après la chute de Khrouchtchev, Lyssenko est relevé de ses principales fonctions. Cependant il reste membre de trois académies jusqu'à sa mort ; à ce titre, il jouit du salaire et des avantages qui y sont attachés et assiste aux réunions et aux assemblées générales. Il demeure directeur scientifique de la ferme modèle Leninskie Gorki (avec 150 personnes sous ses ordres) et persiste à nier l'existence des gènes¹⁴.

Dès le 21 octobre 1964, le généticien Iossif Rapoport (ИИ) publie un article présentant la génétique classique dans *Selskaya Jizm*, une revue spécialisée. Cet article, dépourvu d'intention polémique, répondait à une commande faite à Rapoport par une haute personnalité de la section agricole du Comité central du Parti le 13 octobre, c'est-à-dire avant que la nouvelle du limogeage de Khrouchtchev ne soit rendue publique (elle ne le sera que le 16 octobre). Une sténographe des bureaux du Comité central fut mise à la disposition de Rapoport afin que son article puisse paraître rapidement. Seuls les passages de l'article concernant Mendel et Morgan furent censurés⁹.

Suivant de peu cet article paraît dans *Komsomolskaya Pravda* du 23 octobre celui clairement polémique de Doudintchev — auteur du roman célèbre *L'homme ne vit pas seulement de pain* — dénonçant les obstacles mis aux travaux de la généticienne Lebedeva par l'establishment mitchourinien⁹.

En février 1965, les russes apprennent par la presse étrangère (la presse russe n'en ayant rien dit) la révocation de Lyssenko de son poste de directeur de l'Institut de génétique de l'Académie des sciences⁹.

Très rapidement, les autorités promeuvent l'enseignement de la génétique classique. Ainsi, l'enseignement de la biologie dans les écoles est suspendu pendant un an (1965-1966) afin de permettre la remise à niveau des professeurs. Les programmes sont révisés de nouveaux manuels conçus et publiés. Cet effort affecta tous les niveaux d'enseignement. Une nouvelle revue mensuelle, *Genetika*, paraît en septembre 1965⁹.

L'Académie Lénine des sciences agronomiques relève Lyssenko de ses fonctions en 1965.

Lorsqu'il est décidé enfin de se séparer de Lyssenko, ce dernier est convoqué devant le comité de l'Académie des sciences soviétique section Biologie, et soumis à une série de questions qui aboutissent au discrédit total de ses thèses.

En juin 1965, une nombreuse délégation de généticiens soviétiques « réhabilités » participe à la célébration du centenaire de la découverte des lois de Mendel en Tchécoslovaquie¹³. Le 7 août, une messe clôtura ce colloque international organisé par l'Académie des sciences de la

République démocratique de Tchécoslovaquie ; la statue de Mendel qui avait été déboulonnée sous Staline fut remise en place³⁹.

Les lyssenkistes, bien que très diminués, conservent encore la direction de nombreux services et laboratoires ; s'ils perdent la tribune que constituait la revue *Agrobiologiya* (qui cessera de paraître en 1966), ils conservent encore la revue *Oktyabr*. Certains de leurs articles sont, dans ces années là, parfois encore reproduits dans des publications scientifiques⁹.

Après la chute de Khrouchtchev, les scientifiques condamnés pour crimes fictifs sont réhabilités, la biologie moléculaire, la génétique la biophysique et la biochimie remplacent la biologie mitchourinienne dans l'enseignement et les laboratoires. Pourtant, Lyssenko ne sera jamais officiellement condamné et ce, en dépit de l'acharnement de la presse à son égard : trop de responsables à différents niveaux sont compromis, de bonne ou de mauvaise foi, si bien que le pouvoir intervient pour faire cesser les critiques médiatiques. Ce désir d'étouffer l'affaire et d'éviter le scandale amène le pouvoir à s'opposer au travail et aux personnes de A. Medvedev et V. N. Soyfer qui, persécutés, durent fuir d'URSS. Le livre de Medvedev ne paraîtra en Russie qu'en 1993¹⁴.

En 1965, Vladimir Soukatchev accuse Lyssenko de pratique frauduleuse³⁵.

Le bilan de sa carrière est accablant : « Apport scientifique nul, paralysie de la biologie et de l'agronomie soviétiques pendant près de trente ans, mise à l'écart et assassinats de savants mondialement réputés⁴⁹. » Toutefois, les récentes découvertes en matière d'épigénétique ont conduit à une certaine ré-évaluation modérée de ce bilan. Ainsi, les travaux de Pyotr Sopikov, publiés au milieu des années 1960 et concernant l'hérédité via la transfusion sanguine sont-ils actuellement cités⁴¹. Pour cette raison et parce qu'il s'appuyait sur des postulats fausement scientifiques en génétique, le *lyssenkisme* est depuis lors utilisé métaphoriquement pour dénoncer la manipulation ou la déformation de la méthode scientifique pour étayer une conclusion pré-déterminée liée à un objectif idéologique ou politique^{42,43,44}.

Sa mort, en novembre 1976 à Kiev⁴⁵, sera mentionnée dans une petite dépêche de l'agence TASS. Son épouse Alexandra décède en 1983 à 79 ans ; le Times lui consacre une notice nécrologique.

Malgré le retournement des positions officielles soviétiques, la critique historique de cet engouement lyssenkiste n'advient que sous Gorbatchev ce qui conduira ultérieurement à la publication en 2005 du livre de Babkov VV. (traduit en anglais en 2013) *The Dawn of human genetics*³³.

Dans un texte de 2014 l'historien américain Mark B. Tauger, en s'appuyant sur les travaux et réalisations de Pavel Pantelimonovitch Loukianenko redécouverts récemment, appelle à une réexamen historiographique du lyssenkisme : « *Thus despite Lysenko, Soviet agronomists and agriculture thus participated in the international Green Revolution under Lysenko's dominance as well as afterwards.* »⁴⁶.

Domaines d'actions expérimentales et agronomiques

Lyssenko reconnaît comme maîtres Timiriachev, Mitchourine, « et surtout, W.R. Williams »²⁹. Concernant Timiriachev, il a été fait remarquer qu'il s'agit là d'un détournement d'héritage²⁴. Dans son ouvrage, *Agrobiologie*, Lyssenko dit aussi son admiration pour Luther Burbank (dont la réputation pâtit ultérieurement de cet éloge) ; il salue également les travaux de Vilmorin⁴⁷.

Sélection végétale

Il s'est occupé surtout de la sélection de **céréales** : blé, seigle, millet avoine et maïs²⁹.

Afin de « renouveler » les variétés **autogames**, il propose en 1936 de procéder de temps en temps au croisement intravariétal par les « méthodes artificielles ». Cette méthode ne fut pas appliquée dans la pratique mais seulement dans quelques stations expérimentales. À l'inverse, il s'oppose à l'application de la méthode d'autofécondation aux plantes à fécondation croisée (une méthode développée alors aux États-Unis pour la mise au point de **maïs hybride**)¹³.

Il ne reconnaît pas la validité de l'**expérience de Johannsen sur les lignées pures**².

Vernalisation

Lyssenko se fait le promoteur d'une technique découverte aux États-Unis en 1857, la **vernalisation**, qui permet de transformer des blés d'hiver en blés de printemps en les soumettant à de basses températures mais qui est alors abandonnée pour manque d'efficacité. Il prétend l'avoir inventée et y voit une façon de sortir l'agriculture soviétique du marasme, même si les **biologistes** jugent la technique trop peu fiable pour être utile³¹.

En 1928, il publie un article sur l'altération de la physiologie des plantes à la suite du prétraitement des grains, humidifiés et soumis à des basses températures ; dans une seconde publication sur le sujet en 1929, il affirme que ce prétraitement — la vernalisation donc — pourrait aider à améliorer le rendement des récoltes ; Soyfer relève que cette prétention intervient alors que l'URSS vient de traverser de longues périodes de sécheresse et de famine².

L'article de 1928 paraît dans une monographie (n^o 3) de la station expérimentale de l'Azerbaïdjan sous le titre « Influence de la température sur la durée de la période de croissance des végétaux » ; cet écrit ne comporte pas de recommandations pratiques⁹.

Très intéressé par l'utilisation de la vernalisation afin de croiser des espèces végétales dont la floraison et la pollinisation ne sont pas naturellement synchronisées, Vavilov soutient initialement Lyssenko².

Très tôt les recherches menées sur la vernalisation retiennent l'attention au-delà des frontières soviétiques : à partir de 1929, les réflexions des deux Imperial Bureaux of plant Genetics, institutions britanniques créées en 1928, accroissent l'audience des travaux de Lyssenko. C'est d'ailleurs un chercheur de ces bureaux qui forgea le terme de vernalisation, traduction du russe *iarovizatsiia*. Dans les années 1920 et 1930, la physiologie du développement des plantes est perçue alors comme un champ inexploré riche de potentialités⁸.

En 1935, le *Journal of Agricultural Science* rend compte d'une expérience⁴⁸ [précision nécessaire].

On s'aperçoit rapidement que la mise en œuvre agricole de la vernalisation ne tient pas ses promesses et ne produit aucune augmentation de rendement ; Lyssenko en vient à falsifier les résultats de ses expériences².

Joravsky (1970) et Medvedev (1969) soutiennent que la vernalisation n'a aucunement conduit à une augmentation du rendement des récoltes. Lecourt (1977) ne peut croire qu'il n'y ait eu aucune base matérielle — tout au moins au début — à l'estime dont a pu jouir Lyssenko. Nils Roll-Hansen fait d'abord remarquer que Lecourt ignore que Lyssenko est très rapidement passé de la vernalisation de blés d'hiver à la vernalisation de blés de printemps ; Roll-Hansen pointe aussi que Lecourt ne fait pas de différence entre la validité d'une découverte biologique et la viabilité économique des exploitations pratiques auxquelles elle peut donner lieu. Quant à Levins et Lewontin (1976), ils n'abordent pas cette question directement¹⁷.

Plusieurs sources suggèrent que la méthode a été vite abandonnée. Par ailleurs elle a été changée et finit par ne plus ressembler du tout à la méthode originale de traitement des semences par le froid. Ainsi, dans certains cas ce qui fut appelé vernalisation désigna l'ancienne pratique paysanne consistant à exposer les grains au soleil avant les semailles¹⁷.

Les expériences agronomiques de vernalisation ont généré une masse de données qui ont stimulé la recherche en physiologie du développement des végétaux. La synthèse de ces travaux s'est formalisée en deux théories, celle de Lyssenko sur le développement phasique et celle de Lubimenko, Kholodny ^(en) et Chailakhian ^(en) sur les hormones⁴⁹. Lyssenko expose sa théorie du développement phasique en 1935 dans un écrit publié à Moscou et intitulé Bases théoriques de la vernalisation.

En 2014 à Yale, Mark Tauger note que le Centre international d'amélioration du maïs et du blé utilise de façon routinière des chambres de vernalisation (*vernalization growth chambers*)⁵⁰.

Si Lyssenko apporta une « contribution significative » à la connaissance du phénomène biologique de la vernalisation, aujourd'hui explicité au niveau moléculaire, son erreur fut de supposer que les caractéristiques induites pussent être transmises génétiquement : « Les variations héréditaires, l'acquisition de propriétés nouvelles et leur renforcement, ainsi que leur accumulation au cours d'une série de générations successives, sont toujours déterminés par les conditions de vie de l'organisme. L'hérédité varie et se complique par l'accumulation des propriétés et caractères nouveaux que les organismes ont acquis au cours de plusieurs générations. »^{51,52}.

Sylviculture

À la fin des années 1940, il impose sa théorie farfelue de la « plantation en nids » de graines de céréales ou d'arbres destinés à préserver la toundra du dessèchement : « On plante plusieurs graines dans chaque trou, les plantules qui en sortent seront trop nombreuses, mais la plupart d'entre elles se sacrifieront pour le bien de l'une d'elles ». Cette technique est à l'origine d'un des plus grands échecs sylvicoles du xx^e siècle, aussi Lyssenko est-il au bord de la disgrâce en 1947⁵³.

Par un décret du 20 octobre 1948, deux mois après la session de VASKhNIL, Staline lance son plan de transformation de la nature comprenant un gigantesque projet d'afforestation ; Yevgeny M. Chekmenev, un protégé de Lyssenko, est l'administrateur principal du volet d'afforestation, avec rang de ministre¹⁴.

La mise en œuvre de ce projet a souffert particulièrement de l'implication de Lyssenko, et de sa méthode de « plantation en nids » mais aussi d'une faible coordination sur le terrain ainsi que d'une conception scientifique défailante dans certains domaines. La mort de Staline, en 1953, mit un terme au projet qui ne fut que très partiellement réalisé⁵⁴.

Citant Stephen Brain et David Moon, John Bellamy Foster relève que sur les millions d'hectares d'arbres plantés, 40 % survécurent ; en Oural par contre la totalité des plants périrent, comme s'en plaint Vladimir Soukatchev auprès du ministre chargé de l'afforestation³⁵.

Lyssenko promeut l'implantation de rideaux d'arbres pour protéger les moissons des vents ou des sables. Des gains de 17 quintaux à l'hectare, dans le Kouban, sont rapportés par A. Kostiakov²⁹.

Lyssenko n'invente pas ex nihilo la plantation dite en nids, mais s'inspire de précédentes réalisations. Dans les années 1910, Ogievski, un chercheur de l'Institut impérial de sylviculture

de Saint-Pétersbourg expérimente un semis regroupé de chênes dans les steppes boisées de Tula : cinquante glands semés sur 200 aires d'un mètre sur deux séparées les unes des autres de 4,5 mètres. Après la Révolution Russe, les essais de Tula, très connus, furent promus dans plusieurs républiques d'URSS. Lyssenko adopta cette technique sans avoir dûment vérifié son efficacité⁵⁵. En 2007, R. Pierlot qui rapporte également les travaux d'Ogievski (datés de 1911, avec des « poquets » de 1 m² et non de deux) ne craint pas d'écrire : « En 1948, puis en 1949, 1950, T. Lyssenko et d'autres auteurs montrent bien que la méthode est digne d'intérêt, notamment dans le reboisement de steppes en créant des rideaux-abris. »⁵⁶.

Pomme de terre

En 1931, les autorités demandent au Commissariat de l'agriculture, à l'Académie Lénine des sciences agricoles et à l'Institut de la culture des plantes de régler le problème de la dégénérescence de la pomme de terre en quatre ans. Cette maladie dont les causes ont été établies au début du 20^e siècle (un virus transmis par les pucerons) est un véritable fléau dans les parties méridionales de l'URSS où les étés chauds et secs sont propices à la prolifération des pucerons. Or, les kohlkozoes producteurs de pomme de terre n'ont les moyens ni d'importer des tubercules sains ni de vérifier rigoureusement que les tubercules à planter ne sont pas infectés. Pour Lyssenko, la dégénérescence n'est pas une maladie infectieuse ; il propose de planter les pommes de terre non au printemps, comme c'est d'usage, mais au milieu de l'été. Déjà connue, cette méthode n'est efficace qu'à condition de disposer d'un sol bien irrigué et d'avoir la possibilité de s'exonérer d'attaques de pucerons, ce qui n'est généralement pas le cas là où cette méthode est introduite à grande échelle par les autorités. Cela entraîne la chute des récoltes et la propagation de la maladie dans les régions centrales. La méthode ne sera abandonnée que dans les années 1950¹⁴.

Vulgarisateur, il apprend pendant la guerre aux Kolkhoziens « à combattre la dégénérescence et à n'utiliser pour la semence que les sommets du tubercule²⁹ ».

Blé ramifié

En 1947 il affirme disposer d'une variété de blé aux rendements exceptionnels. Il s'agit d'un blé ramifié, aux épis ramifié, dont Staline lui a transmis quelques graines qu'il avait lui-même reçues de kolkhoziens géorgiens en 1946. Le 27 octobre 1947, Lyssenko écrit une lettre à Staline rendant compte des expériences réalisées qui laissent entrevoir des rendements cinq fois supérieurs à ceux des blés habituels : « Pour l'instant, je ne vais plus fantasmer sur ce sujet. Mais cette fantaisie m'a tellement séduit que je Vous prie de nous autoriser à mener ce travail en 1948, et ensuite, si l'expérience réussit, de nous aider à la poursuivre ». Par une lettre du 31 octobre 1947, Staline répond sur un ton amical, ajoutant à son autorisation quelques conseils agronomiques. Au printemps 1948, les espoirs portés par le blé ramifié font l'objet d'un « tapage publicitaire intense ». S'il aura permis à Lyssenko de restaurer sa position alors fragilisée, le blé ramifié n'accomplira pas les miracles officiellement attendus. Ce blé ramifié, Lyssenko le connaissait déjà bien avant 1946 : une photographie publiée en 1937 montre son père exhibant un tel blé et plus tard, en 1940, son journal *Vernalisation* y consacrait aussi un article¹⁴.

En 1880 déjà, dans son livre *Les meilleurs blés*, Henry de Vilmorin — pour lequel Lyssenko avait de la considération — écrivait déjà à propos de ces blés également qualifiés de blés miracles : « Les blés à épis rameux ont toujours eu le don de frapper vivement l'imagination des ignorants et des cultivateurs novices qui s'imaginent en obtenir des rendements prodigieux, tandis qu'ils ne donnent en général qu'un produit assez médiocre, surtout au point de vue de la qualité⁵⁷. »

Greffage et hybrides végétatifs

Bien connue des horticulteurs et des jardiniers, la technique du greffage a retenu l'attention de Lyssenko qui a observé la transmission de caractères du porte greffe vers le greffon ainsi qu'à sa descendance (après semis des graines issues de cette opération de greffe). Ces expériences ont été ultérieurement reconduites par Hirata avec des résultats également positifs⁵⁸.

En 1988, Denis Buican écrit : « Si l'hybridation végétative était possible, au-delà de l'intérêt pratique indiscutable, elle aurait une immense importance théorique car cela prouverait que l'hérédité n'est pas un apanage des chromosomes ». Pour Buican, aucune des observations avancées par les lyssenkistes n'a de réalité : ce sont soit des fraudes, soit des illusions induites par des erreurs d'interprétation (cas des chimères dont l'explication avait été apportée par Hans Winkler)¹³.

Dans un livre retraçant son parcours de chercheur, Maurice Stroun, découvreur en 1972 avec Phippe Anker de l'ADN circulant, revient sur ses recherches sur les hybrides de greffe de solanacées. Après des expériences sur la tomate qui livrent des résultats peu significatifs, il obtient en 1960 des résultats « massifs » avec des hybrides de greffe d'aubergines ; semant les graines des fruits issus de la plante pupille, il observe une ségrégation « aberrante ». En 1962, il publie une brève communication à l'Académie des sciences de Paris et en 1963 un article en anglais dans les *Archives des sciences de Genève*. Devant rendre compte théoriquement de ce phénomène, qu'il ne pouvait expliquer uniquement par la théorie des caractères acquis de Lamarck comme l'avait fait Lyssenko, il formule l'hypothèse de l'ADN circulant⁵⁹.

En 2017 dans un article intitulé *Lyssenko and Russian genetics: an alternative view* (article qui est lui-même une réponse à un précédent article de P. S. Harper) Zhengrong Wang et Yongsheng Liu défendent la validité des travaux de Lyssenko concernant les hybrides de greffe. Ils soulignent la faiblesse du livre de Medvedev à ce sujet⁶⁰. Harper conteste les appréciations de ces auteurs concernant la validité scientifiques des travaux concernant les hybrides de greffe en s'appuyant notamment sur les expériences de Hans Stubbe qui les auraient discréditées⁶¹.

Création d'espèces végétales nouvelles

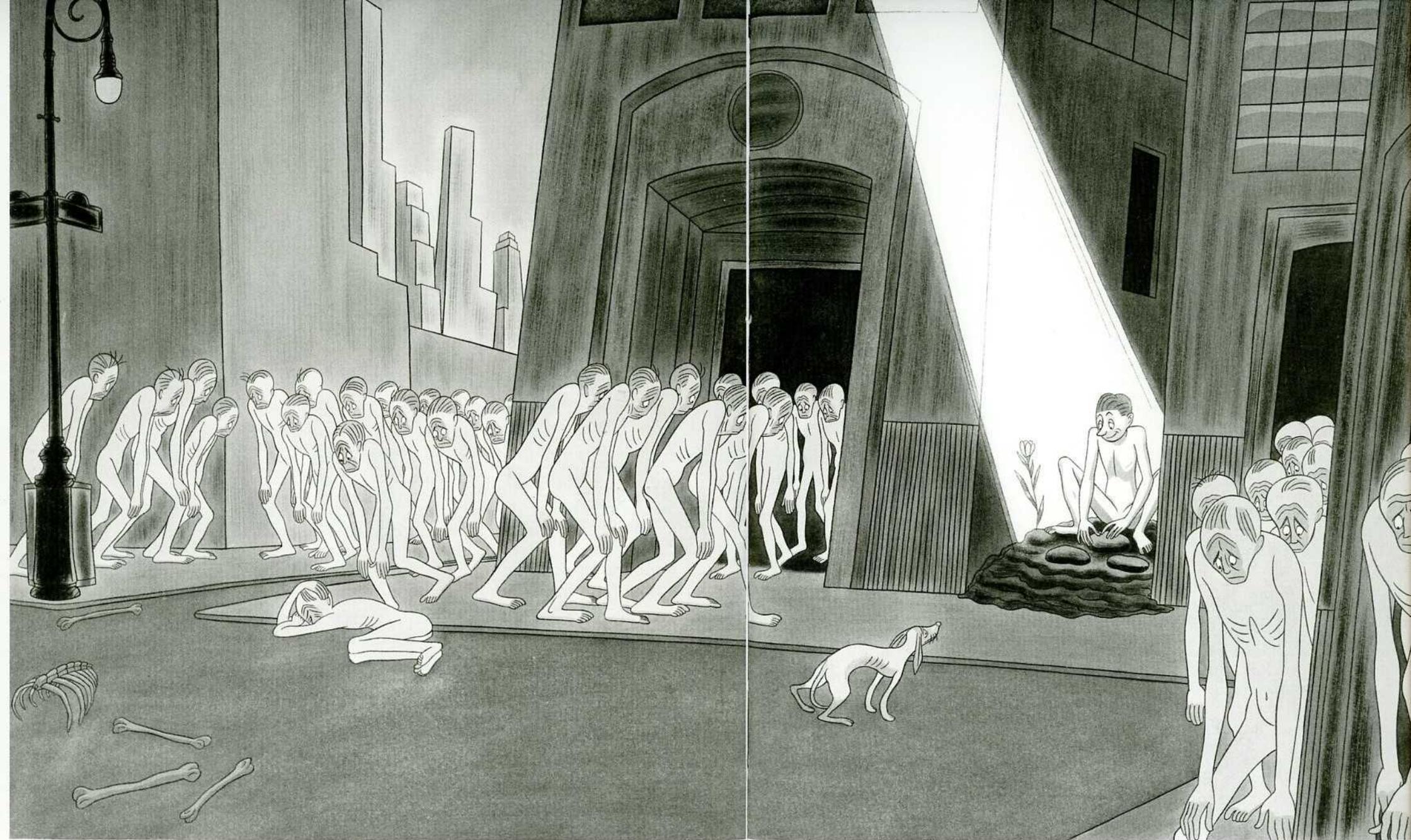
C'est en mai 1950, lors d'une session spéciale de l'Académie des sciences que Lyssenko affirme pour la première fois publiquement la possibilité de mutation d'une espèce en une autre, ce qu'il réaffirme dans un article de la *Pravda* du 3 novembre 1950. C'est seulement à partir de 1950 qu'il lie explicitement sa théorie à celle d'Olga Lepechinskaïa (il avait cependant déjà écrit un avant-propos à la monographie que celle-ci produisit en 1945)¹⁵.

C'est en 1950, dans *Agrobiologia* — traduit en anglais en 1951 sous le titre *New Developments in the Science of Biological Species* — que Lyssenko rapporte la transformation d'une espèce végétale, le blé, en une autre : seigle, avoine ou orge⁶².

Parmi les transmutations avancées : celle d'une variété de blé en une autre (*Triticum durum* en *Tr. vulgare*), de blé en seigle (*Triticum sp.* en *Secale cereale*), de seigle en brome-faux-seigle (*Bromus secalinus*), d'avoine en folle-avoine (*avena fatua*), d'épicea en pin sylvestre⁶³.

Fertilisation

Sous Khrouchtchev, Lyssenko met en avant des composts organo-minéraux, un mélange de superphosphates de fumier et de terre, qu'il a mis au point et utilisé sur la ferme expérimentale de Leninskïe Gorki qu'il dirige depuis les années 1930. Les spécialistes des engrais, stigmatisent



Nearer to the heart's desire

Abner Dean
What Am I doing
here? 1947